

Revue européenne  
des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

## Revue européenne des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

XL-123 | 2002

La société de l'information. État des lieux

---

# Comment peut-on être sociologue ?

Claude Grignon

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/626>

DOI : 10.4000/ress.626

ISSN : 1663-4446

### Éditeur

Librairie Droz

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2002

Pagination : 181-225

ISBN : 2-600-00693-1

ISSN : 0048-8046

### Référence électronique

Claude Grignon, « Comment peut-on être sociologue ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XL-123 | 2002, mis en ligne le 03 décembre 2009, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/626> ; DOI : 10.4000/ress.626

---

Claude GRIGNON

## COMMENT PEUT-ON ÊTRE SOCIOLOGUE?

Cette autobiographie professionnelle est centrée sur l'inventaire des obstacles, à la fois sociaux et épistémologiques, que j'ai rencontrés dans mon métier, sur le débusquage des illusions que je me suis faites et que j'ai partagées (pas seulement avec mes amis), et des erreurs qu'elles m'ont amené à commettre\*. Je commencerai par reprendre la socio-analyse que j'ai esquissée dans un précédent article<sup>1</sup>. Ce n'est pas seulement parce que le sociologue fait lui-même partie du fragment de réalité qu'il étudie que cet exercice est indispensable ; il le restera tant que l'explication des faits, en sociologie, dépendra de leur interprétation et que celle-ci dépendra de la personnalité de l'interprète<sup>2</sup>.

L'autobiographie n'est jamais qu'un type particulier, un cas limite de biographie. On est l'indigène de son moi comme on est l'indigène de sa culture ; si l'on veut profiter des intuitions et des raccourcis que procure la familiarité avec soi-même tout en se gardant des cécités et des préjugés inhérents à cette forme primitive d'ethnocentrisme qu'est l'égo-centrisme, il faut s'appliquer les procédures standard de la sociologie, s'interviewer de la même manière qu'on interviewe les autres, interpréter ses propres réponses et ses propres réactions avec la même vigilance ; on ne le fait vraiment que si l'on se propose d'emblée de dépasser la singularité de son propre cas, que si l'on s'attache à retrouver chez d'autres les caractéristiques qui paraissent les plus personnelles et les plus originales. S'examiner en sociologue, c'est rompre avec le sentiment spontané de l'ipséité pour accéder à une conscience plus claire du caractère collectif de ce que nous croyons avoir subi personnellement et de nos réactions les plus intimes, de la banalité d'une trajectoire qu'on a tendance à prendre pour un destin exceptionnel<sup>3</sup>. L'exercice ne paraît désenchanté que parce qu'il dissipe les illusions que la valorisation sociale de l'ego nous impose. En faisant voir la genèse et les limites sociales de la volonté et

---

\* Je remercie Giovanni Busino qui m'a invité à écrire ces souvenirs en juin 2001, ainsi que mes collègues, Louis Gruel et Raymonde Moulin, et mes enfants, Michel Grignon et Elisabeth Rouy (collègues aussi mais pas sociologues), qui ont bien voulu lire une première version de ce texte et dont les remarques m'ont été très profitables.

<sup>1</sup> «Le savant et le lettré, ou l'examen d'une désillusion», *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XXXIV, 1996, n° 102, pp. 81-98.

<sup>2</sup> Socio-analyse ou analyse didactique, l'auto-analyse ne s'impose que lorsqu'il importe d'en savoir plus sur l'herméneute ; si l'origine sociale et l'héritage culturel peuvent déterminer la vocation d'un physicien, ils n'ont pas d'influence sur sa pratique et sur sa production scientifiques.

<sup>3</sup> Sur le sentiment spontané de l'ipséité, cf. M. Mauss, *Sociologie et anthropologie*, «Une catégorie de l'esprit humain : la notion de personne, celle de 'moi'», Paris, PUF, 1966 [1938].

de l'action individuelles, il nous rend plus réalistes; il nous aide à nous débarrasser du sur-moi trompeur en fonction duquel nous estimons notre valeur et dressons le bilan de notre vie. En montrant que ce que l'on prend pour « l'identité » et l'unicité du moi n'est autre que sa finitude, l'accumulation des limites imposées par les hasards d'une naissance qui assigne à un sexe, à une génération, à un âge, à un lieu, à un milieu social, à une culture, etc., on fait ressortir la nécessité des déterminismes sociaux, mais aussi leur arbitraire. On les relativise, de la même manière qu'on relativise notre propre époque et notre propre culture quand on leur applique le point de vue de l'historien ou celui de l'anthropologue. Loin de désarmer la volonté, la socio-analyse active l'impatience que nos limites nous inspirent; en les objectivant elle nous invite à ne pas s'en satisfaire, à refuser le fétichisme des origines et le culte des « racines » qui poussent à se confondre avec elles, à s'identifier à elles et à les identifier à soi.

Si les biographies sociologiques un peu trop bien menées parviennent à dégaier une impression de fatalité (on ne voit pas comment il aurait pu en aller autrement, comment le héros aurait pu échapper à son destin), si l'explication qu'elles proposent semble la seule vraie, c'est parce qu'elles réduisent le réel à ce qui s'est réalisé, en oubliant que ce qui s'est réalisé fut un possible parmi d'autres, une éventualité parmi des éventualités concurrentes. « A partir de là tout s'enchaîne »: une biographie n'est pas une histoire, elle se réduit au déroulement chronologique d'une formule logique: *post hoc, propter hoc*. A mesure que l'histoire d'une vie avance, la formule de départ incorpore des éléments nouveaux qui vont toujours plus dans le sens de l'explication qu'elle contient. Il n'est pas possible de distinguer entre ces élargissements successifs, qui « immunisent » la théorie, au sens où l'entend Popper, et la fermeture progressive du champ des possibles, notamment la disparition des avènements que cette théorie exclut. C'est pourquoi l'explication par la formule initiale ne peut être formulée qu'après coup, et pourquoi elle va de pair avec une incapacité à prévoir qui semble caractériser les sciences du monde historique, comme en témoignent ces débats dont les participants reconstituent la genèse des événements avec d'autant plus d'assurance qu'ils les ont moins vu venir. Une application plus réfléchie du déterminisme sociologique oblige à retourner à la singularité de l'histoire individuelle que l'on cherche à expliquer, c'est-à-dire aux écarts entre la trajectoire effectivement suivie et la trajectoire inscrite dans la formule de départ, à l'imprévu qui permet de tester le scénario explicatif et de le transformer en hypothèse, aux perturbations qui permettent de juger de la validité du modèle. J'essaierai, chemin faisant, d'y voir plus clair dans la relation entre mes dispositions d'origine (« l'état initial du système ») et les hasards de ma vie (« la rencontre entre des séries causales indépendantes »), en insistant sur les épisodes critiques, sur les bifurcations et sur les accidents qui ont décidé de mon avenir entre différents avènements possibles.

Cet examen redouble l'envie d'imaginer les vies que l'on a manquées (ou celles auxquelles on a échappé); mais comment le faire sans franchir la frontière qui sépare le récit scientifique de la fiction? Il est vrai que le romancier ou le cinéaste, dont la liberté paraît si tentante et si créatrice – « Smoking / no smoking » –, n'ont pas le monopole de la variation imaginaire. Le raisonnement contrefactuel est au cœur de l'économie appliquée; dans son principe, la simulation consiste à changer un ou plusieurs éléments des conditions initiales (ou variables exogènes) d'un modèle. Le sociologue aussi fait appel à ce raisonnement. S'il s'en

tenait aux variations de fait, constatées par l'enquête, il ne pourrait ni tester, ni mesurer les relations entre les variables, encore moins les interpréter; il faut qu'il compare les valeurs constatées aux valeurs que les variables auraient pu prendre (c'est ce que l'on fait chaque fois que l'on compare les effectifs observés aux effectifs théoriques: un  $\chi^2$  est une simulation). Mais c'est en dehors du temps, ou dans l'avenir, que ces « expériences de pensée » conduisent à imaginer un autre état du monde (elles permettent par exemple de prévoir les conséquences d'une action politique). On connaît les contradictions dans lesquelles la résistance du passé enferme le raisonnement contrefactuel quand on essaie de l'étendre à l'histoire, y compris à l'histoire d'une vie<sup>4</sup>. La solution littéraire consiste à retenir les possibles les plus vraisemblables (c'est-à-dire les plus conformes aux attentes du sens commun) et les plus capables de procurer l'illusion de la réalité; faute de pouvoir décider de la probabilité des scénarios rétrospectifs qui me venaient à l'esprit, j'ai préféré m'en tenir à l'autobiographie réaliste, en me bornant à indiquer, au passage, quelques alternatives.

## ORIGINES

Mon expérience personnelle me donne à penser que la sociologie attire ceux à qui la vie en société pose de sérieux problèmes parce que leur position sociale est elle-même problématique. Cette condition n'est évidemment pas suffisante; comme on le verra, mes chances de devenir sociologue étaient au départ très faibles. Elle n'est pas non plus nécessaire: les chemins qui mènent à la sociologie sont aussi divers que les manières de la concevoir et de l'exercer. Il me semble pourtant que l'origine de ma vocation de sociologue se trouve dans les particularités sociales et dans l'accident qui m'ont empêché d'être accepté et traité comme un enfant comme les autres, et qui m'ont fait faire très tôt l'expérience de la mise à l'écart et de l'exclusion. Comme P. Chaunu – comme tant d'autres –, je suis « le fils de la morte »<sup>5</sup>. J'ai perdu ma mère à ma naissance. Pour ma famille, j'étais à la fois ce qui avait causé sa perte et ce qui restait d'elle; cette ambivalence était sans doute particulièrement poignante pour ma grand-mère maternelle, qui m'avait recueilli, et pour qui j'étais à la fois objet de deuil, d'angoisse et de culte. J'ai commencé à me douter que quelque chose n'allait pas en 1939, quand mon père, qui habitait jusque là une maison voisine, s'est remarié. Je me souviens d'une conversation sérieuse, dans laquelle ma grand-mère a essayé de me parler de « ma petite maman »; j'avais quatre ans, j'étais assis, dans l'embrasure de la fenêtre du bureau de mon grand-père, sur un petit banc que mon oncle maternel avait fabriqué quand il était élève à l'École primaire supérieure.

<sup>4</sup> Ou bien l'on se contente de changer un nombre réduit d'éléments dans les conditions initiales du modèle, et l'on reste dans le vague; ou bien on va le plus loin possible dans l'inventaire et dans l'explicitation des changements possibles, et l'on risque de tomber dans l'absurde, c'est-à-dire d'imaginer un monde incapable de s'insérer dans le monde qui s'est réalisé. Cf. J. Elster, *Logic and Society: contradictions and possible worlds*, New York, Wiley, 1978; D. K. Lewis, *Counterfactuals*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1976.

<sup>5</sup> P. Chaunu, « Le fils de la morte », in P. Nora, éd., *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, 1987.

Sociologiquement et psychologiquement je suis le fils de mes grands-parents maternels. J'ai été élevé par des gens âgés (ils avaient cinquante ans lors de ma naissance), nés dans « le monde d'hier » (les années 1880), en forte ascension sociale. Mon grand-père (A.F.) était l'aîné d'une famille nombreuse, son père était journalier agricole, et, pendant la morte saison, cantonnier. Les performances d'A.F. à l'école primaire en firent, selon un scénario typique de l'époque et du lieu (une petite ville de l'Ouest), l'enjeu d'une rivalité entre le prêtre et l'instituteur; ce dernier l'emporta, mon grand-père obtint une bourse pour l'EPS<sup>6</sup>, échappa au séminaire, passa le brevet, et entra comme employé au service vicinal (alors départemental) des Ponts et Chaussées, où il termina sa carrière comme ingénieur. Ma grand-mère n'avait pas fait d'études après l'école primaire. Jusqu'à son mariage, elle était ouvrière lingère, mais la position sociale de ses parents, qui tenaient une auberge, était très supérieure à celle de la famille de mon grand-père, ce qui explique pour une bonne part leur opposition farouche au mariage de leur fille.

A.F. doit sans doute sa promotion sociale à la reconnaissance de ses mérites, d'abord par l'école, ensuite par l'administration. C'est le type même du boursier, mais ce n'était pas un boursier ordinaire. Plus que ses mérites scolaires, ce sont ses talents artistiques et littéraires qui lui ont valu d'être distingué par les notables de sa ville d'origine, la directrice du journal local qui publiait ses poèmes, un sénateur dont il était pendant les vacances le secrétaire. Une fois « monté » à la préfecture du département, mon grand-père continua à écrire et à peindre, à publier chez des éditeurs locaux, à participer à des expositions, à en organiser par l'intermédiaire d'un groupe qu'il avait constitué avec d'autres jeunes peintres. Il parvint ainsi à se faire une réputation, à devenir une « figure » d'une vie culturelle locale qui était sans doute plus intense, en tout cas plus autonome qu'elle ne l'est aujourd'hui. La cellule familiale dans laquelle j'ai grandi est un bon exemple de décrystallisation de statut<sup>7</sup>. Nous habitons un « beau quartier », mais nous avions pour seul revenu le salaire de mon grand-père. La guerre et les « restrictions » n'arrangeaient rien; comme ne me l'envoya pas dire un camarade de lycée, fils de pharmacien, j'étais vraiment mal habillé. Mes grands-parents, ma grand-mère en particulier, étaient sans doute très soucieux de respectabilité; mais leur mode de vie était plus « artiste » et plus « intellectuel » que petit-bourgeois. Ils n'ont jamais eu de voiture, mais la maison était pleine de livres et de tableaux. A.F. menait, au vu de tous, une double vie, la vie ordinaire et rangée d'un fonctionnaire ponctuel, qui faisait deux fois par jour l'aller et le retour entre son domicile et son bureau (à la Préfecture), la vie irrégulière d'un artiste, marquée par les temps forts et l'excitation des expositions, des publications, des réunions entre amis, des articles de journaux. Cette dualité se voyait dans son allure; le contraste entre son costume strict (j'ai toujours connu mes grands-parents habillés de noir) et ses cheveux un peu longs, son chapeau aux bords larges, un peu rapin, un peu félibre, lui donnait une allure originale, qu'on ne pouvait pas ne pas remarquer. C'est comme artiste et comme érudit, par l'intermédiaire des sociétés savantes dont il faisait partie, que mon grand-père pouvait se mêler à la bourgeoisie locale cultivée. Il était en

<sup>6</sup> Ecole Primaire Supérieure.

<sup>7</sup> G. E. Lenski, *Status Crystallization*, Indianapolis, Bob Merril Co., 1954.

relations suivies avec le principal libraire de la ville, avec des avocats et des médecins et très ami avec un bibliothécaire en retraite (dont la maison, voisine de la nôtre, était elle aussi remplie de livres; c'est chez lui que j'ai découvert le pouvoir magique de la machine à écrire). A.F. était bien intégré au milieu culturel de la ville, mais il restait en marge de l'établissement artistique; face aux professeurs de l'École des beaux-arts, aux conservateurs des musées, aux peintres locaux consacrés (à part un maître-verrier, auteur de vitraux pour la cathédrale, avec qui il était très lié), il lui fallait se poser en artiste indépendant et novateur, en autodidacte inspiré en lutte contre le pompiérisme.

\*

Ma grand-mère veillait sur moi avec un soin jaloux. Lorsque j'eus six ans, il fallut se résoudre à m'envoyer à l'école. Mes grands-parents voulurent que j'aie au petit lycée, distant de plus de deux kilomètres, plutôt qu'à l'école primaire du quartier. C'était de leur part un choix stratégique, qui préparait mon entrée en sixième: le petit lycée, c'était déjà le lycée. Sans leur intervention, sans cette première divergence par rapport à l'orientation « normale » que j'aurais dû prendre, mes chances de faire des études supérieures auraient été très réduites. Ma grand-mère m'avait appris à lire et à compter (l'institutrice qu'elle avait rêvé d'être était efficace), de sorte que j'entrai directement en dixième. Elle ne manquait jamais de me conduire et de venir me chercher; la protection dont elle m'entourait n'a sûrement pas facilité mon intégration dans une société enfantine divisée entre les sexes et entre les classes. Le petit lycée était mixte, ce qui était à l'époque exceptionnel (les filles étaient minoritaires: cinq ou six sur une trentaine d'élèves par classe); il tenait lieu d'école primaire pour un quartier plutôt populaire et recrutait aussi dans des familles de la bourgeoisie républicaine qui ne voulaient pas envoyer leurs enfants dans l'enseignement privé. Les garçons devaient impérativement faire partie d'une des deux bandes rivales, qui se recomposaient chaque fois que leurs chefs, fils de commerçants ou d'artisans, choisissaient, à tour de rôle, les membres de leur camp à l'occasion d'un jeu. J'étais parmi les plus jeunes, je n'étais pas du quartier, de sorte que j'étais souvent choisi parmi les derniers, parfois laissé pour compte. Les caïds de la cour de récréation étaient comme c'est souvent le cas des élèves médiocres, sinon des cancre; peut-être me punissaient-ils d'être trop bon élève. Les filles, dont les leaders appartenaient aux classes dominantes (notamment une fille d'entrepreneur et une fille de dentiste, qui, disait-on, « faisait du cheval »), répondaient par des manières et des airs supérieurs au mépris viril que les garçons leur témoignaient; de ce côté là non plus, je ne connaissais personne, et je me suis fait plus d'une fois snober. Les garçons des familles bourgeoises étaient souvent scouts ou éclaireurs, ce qui créait entre eux aussi des liens extra-scolaires et une complicité mystérieuse. Je vis un jour dans le journal local un article intitulé « ceci n'est pas pour les V.P. »; un initié m'expliqua que cela voulait dire « Visage Pâle », en langue scout. En effet, ce n'était pas pour moi. Mes grands-parents ne voulaient pas en entendre parler, par manque de moyens peut-être, mais surtout par conviction; la guerre de 1914, dont il avait eu la chance de revenir, avait rendu A.F. « farouchement individualiste » et très méfiant à l'égard de tout « embrigadement », particulièrement à l'égard des mouvements de jeunesse.

Mon père et mon grand-père paternel (A.G.) ne voulaient pas que j'entre au « grand lycée ». Préférer le lycée, socialement très sélectif, plus coûteux, à l'« école du peuple » – la filière Cours complémentaire, Ecole primaire supérieure, Ecole normale d'instituteurs que mon père avait suivie grâce à un oncle par alliance –, c'était, pour ma famille paternelle, choisir le camp des « Autres ». A première vue, la famille de ma mère se situe en effet du côté des dominants; A.F., sa femme et leur fille représentent la ville, même moyenne, et la bourgeoisie, même petite, et il est très probable que c'est ainsi qu'ils ont été perçus et interprétés, quoi qu'ils fissent, par mes grands-parents paternels et l'entourage de ceux-ci. A l'opposé, A.G. symbolise la campagne, la petite paysannerie, une culture locale, un système de valeurs rustiques et populaires. Mais l'opposition se brouille, si elle ne se renverse, quand on considère les positions des deux rivaux dans leurs univers sociaux respectifs. Le vrai notable, c'est A.G.; comme artisan et commerçant (il est à la fois aubergiste, épicier, barbier et roulier), il est très au-dessus des paysans dans la hiérarchie sociale du village<sup>8</sup>. Il possède, en plein centre de celui-ci, dans la rue principale, une grande bâtisse avec des chambres à l'étage, une salle de café avec billard, une salle de bal, une écurie, une étable et un atelier où l'un de ses gendres installera une forge à la fin des années trente. Cette position, cet établissement dans une société locale qui ne sait pas encore à quel point elle est menacée, lui confèrent une assurance, un sentiment spontané de supériorité, que A.F., beaucoup moins certain de son statut, est loin d'avoir. A ces positions et à ces trajectoires sociales différentes correspondent des conceptions opposées des rapports entre les générations, de la descendance, et donc de l'éducation. Mon grand-père paternel était l'homme, et se voyait le centre, d'un univers fermé, protégé (en fait fort mal) contre l'extérieur; me laisser entrer au lycée, c'était me laisser partir, accepter qu'un garçon (le fils de son seul fils) s'échappe de son monde. A.F., au contraire, sous ce rapport beaucoup plus moderne, était l'homme de l'ouverture, sur l'extérieur et sur l'avenir. Il ne cherchait pas que je le reproduise, mais que je le prolonge; loin de vouloir m'enfermer dans les limites qu'il avait lui-même rencontrées, il souhaitait que je le dépasse, que je poursuive le projet de mobilité et d'ascension qui l'animait. Conformément aux règles implicites de partage et de transmission dont ils avaient eux-mêmes hérité, A.G. et son fils acceptaient tout au plus que leurs descendants obtiennent ce dont ils avaient eux-mêmes bénéficié; A.F. voulait au contraire que j'accède à ce qui lui avait été refusé, en particulier à tout ce que le lycée représentait et apportait (et que n'apportait pas l'EPS), en premier lieu la culture littéraire classique et l'apprentissage du latin<sup>9</sup>. Sa fermeté finit par l'emporter (peut-être parce que mon père et sa

<sup>8</sup> C. Grignon, « L'orientation scolaire des élèves d'une école rurale », *Revue française de sociologie*, IX, n° spécial, 1968, p. 218-226.

<sup>9</sup> L'antagonisme familial dont j'ai été l'enjeu m'a mis très tôt en demeure de choisir entre des cultures de classe opposées: je me suis trouvé impliqué affectivement dans un conflit de valeurs qui prenait la forme concrète de l'opposition entre le côté de la ville et le côté de la campagne. Lorsque j'étais enfant, je n'aimais pas aller à S., le village d'origine de mon père. Malgré l'affection que me témoignaient ma tante Geneviève, la sœur cadette de mon père, et mon oncle Hippolyte, le mari de sa sœur aînée, je ne me sentais pas chez moi; ma grand-mère me manquait, j'avais l'impression d'être rejeté. C'est peut-être l'origine de mon aversion pour la rustophilie (qui n'a sans doute pas facilité par la suite mes rapports avec la composante agricole de l'INRA).

femme ne se souciaient guère de me prendre à leur charge) ; il prit contact avec un agrégé de grammaire qu'il connaissait par l'intermédiaire d'une société savante et qui recommanda de me faire entrer dans la « meilleure » sixième, la sixième classique, allemand première langue. Je fus très déçu ; je voulais apprendre l'anglais, la langue moderne et merveilleuse des Américains qui venaient de nous libérer. Je ne l'ai jamais pardonné à l'allemand, qui me l'a bien rendu.

A l'époque (1946) l'entrée en sixième était rare et, scolairement et socialement, très sélective. En m'envoyant au lycée, A.F. faisait un choix décisif et risqué (mes succès au petit lycée pouvaient lui faire espérer ma réussite, mais celle-ci était loin d'être assurée) ; il me faisait passer directement du côté des titulaires de diplômes, de ceux qui occupaient de droit, d'emblée, par le haut, des positions difficilement accessibles et souvent interdites aux promus à la longue et par le rang dont il faisait partie. Le lycée où je fus admis était en rivalité avec un collège de jésuites réputé, et c'est peut-être pourquoi il illustrait si bien les analyses de Durkheim<sup>10</sup>. Comme tous les lycées, il se distinguait des EPS en n'accordant aucune place à l'enseignement des techniques, sans parler du travail manuel ; on n'y enseignait pas davantage les techniques du travail scolaire. L'organisation de l'enseignement reposait sur l'opposition entre les sciences et les lettres, au premier rang desquelles les lettres classiques, très au-dessus des langues vivantes. Les sciences, qui tenaient une place réduite dans les programmes, avaient encore dans le lycée que j'ai connu « un rôle subalterne » et « une physionomie humiliée ». Les sections modernes étaient beaucoup moins des sections scientifiques que des sections sans latin, qui accueillaient les moins bons élèves ; quand je parvins en terminale, le baccalauréat « sciences expérimentales » était encore le lot de ceux dont on pensait qu'ils auraient du mal à réussir le bac « philo » ou « math' élém ». Les mathématiques étaient la seule discipline capable de rivaliser avec les disciplines littéraires dans la hiérarchie scolaire des prestiges. L'opposition entre les « matheux » et les « littéraires » était un critère fondamental d'orientation des élèves en fonction de leurs prétendus dons ; il fallait être l'un ou l'autre (la section A', « latin-sciences », n'existait pas encore). J'avais eu le premier prix de mathématiques en cinquième, mais on me fit passer en quatrième classique (latin, grec, allemand). Je dus une fois encore renoncer à l'anglais, et refouler ma curiosité pour les fossiles, les microbes et la planète Mars (que j'avais découverts dans des manuels d'EPS). Mon père me traita un jour de « petit gommeux » ; je pense qu'il était sensible à « l'esprit aristocratique » dont la culture lettrée à laquelle on essayait de m'initier était imprégnée. La hiérarchie des savoirs que la vie du lycée nous amenait, mes condisciples et moi, à intérioriser correspondait à la hiérarchie sociale des tâches ; les qualités qu'il s'agissait de nous faire acquérir étaient « des qualités de luxe, qui ne répondent à aucune fin utile »<sup>11</sup>.

On trouvait aussi des traces de cet esprit dans l'importance accordée aux cérémonies scolaires (proclamation des récompenses et des punitions trimestrielles, saint Charlemagne, distribution solennelle des prix au théâtre, présidée par le préfet en uniforme devant les professeurs en toge) et dans le décor, un ancien collège d'Oratoriens, qui rattachait le lycée au passé et lui donnait des ancêtres : au centre,

<sup>10</sup> Dans *L'évolution pédagogique en France*, Paris, PUF, 1969 [1939].

<sup>11</sup> E. Durkheim, *L'évolution pédagogique en France*, op. cit., p. 263.

la chapelle (de style jésuite), juste à côté de la cour d'honneur et du monument aux morts. Ce mélange habituel de caserne et de couvent me paraissait imposant, intimidant, parfois écrasant et hostile. Nous ne portions pas d'uniforme, mais la clôture du lycée se rappelait même aux externes, dont j'étais, par la fermeture du portail et l'obligation pour les retardataires de passer un à un, par ordre d'arrivée, à la conciergerie où ils attendaient d'être conduits, en rangs, en salle de permanence (la gravité des punitions dépendait, selon un tarif minutieux, de l'ampleur et de la fréquence des retards). La grandeur et le pouvoir de l'institution dont nous dépendions se manifestaient dans l'apparence des bâtiments, dans la disposition des lieux, dans leur cloisonnement et leur hiérarchie (le secrétariat, le bureau, le logement et le jardin du proviseur étaient des lieux sacrés, protégés par une grille, avec vue sur la cathédrale), dans les usages permis par un espace que balisaient les interdits officiels et les empiétements des internes et des anciens, bref dans tout ce qui jour après jour nous impressionnait et nous canalisait. La discipline à laquelle nous étions soumis tenait sans doute elle aussi du cloître et de la caserne, mais elle était avant tout scolaire. Les sanctions qui nous attendaient reposaient sur la capacité de l'institution à retenir et à rejeter; en nous obligeant à venir au lycée en dehors des heures de classe, en menaçant les plus endurcis de l'exclusion définitive, équivalent de la peine capitale, on nous rappelait que l'opposition entre l'extérieur et l'intérieur du lycée était le principe de notre vie présente et à venir. Elles pouvaient frapper aussi bien le manque de travail que le défaut d'obéissance; les sentences du Conseil de discipline (des félicitations au blâme) se confondaient avec les verdicts scolaires. C'est ce qui me faisait redouter les punitions et redoublait mon angoisse de l'échec; manquer une composition, perdre des places, c'était décevoir mes grands-parents, ne pas être à la hauteur de leur confiance et de leurs espoirs, et, pire, les peiner; attraper la moindre heure de colle, c'était perdre mon impeccabilité et mon honneur, m'engager sur la mauvaise pente, dans la voie de la perdition.

Le lycée dont j'étais l'élève était à deux heures de train de Paris, ce qui en faisait un poste enviable à la sortie de l'ENS. Un jeune normalien remplaça quelque temps notre professeur de lettres de seconde (admirateur de Courteline). Ce fut une révélation. Comparé à la plupart des maîtres locaux, Jean-Louis Deshayes était «brillant», son personnage, élégant et désinvolte, volontiers impertinent, n'eut pas de mal à nous charmer; il nous fit découvrir que la littérature et la poésie ne se réduisaient pas à des devoirs et à des formalités scolaires, que les auteurs du programme et les morceaux choisis nous disaient bien autre chose que ce que l'école leur faisait dire, que notre jeunesse était sensible aux «beaux poèmes, aux vers bouleversants, et à tout l'au-delà de ces vers»<sup>12</sup>. Cette rencontre a été pour moi décisive. Elle n'a pas seulement renforcé et réactivé le goût pour la littérature qu'A.F. m'avait communiqué; elle m'a appris à prendre au sérieux le jeu avec les idées et l'usage que l'on fait des mots. J.-L. Deshayes fut le premier à me parler de

<sup>12</sup> L. Aragon, *Traité du style*, Paris, Gallimard, 1928, p. 60. Sur «l'anesthésie» scolaire, cf. R. Hoggart: «Tout se passe comme s'il fallait se protéger contre la force des œuvres si l'on veut parvenir jusqu'à ce moment du cursus universitaire où il faut présenter huit ou neuf mémoires (...) vous ne pouvez pas vous laisser pénétrer par cette force, cela pourrait vous faire sortir des rails». R. Hoggart, *33 Newport Street, autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, Paris, Gallimard / Le Seuil, coll. Hautes Etudes, 1991, p. 255.

l'ENS et à me conseiller d'en préparer le concours d'entrée. J'eus aussi la chance d'avoir, à partir de la seconde, des professeurs qui me donnèrent un avant-goût de la recherche historique : Paul Bois (qui n'appréciait guère mes provocations « marxistes »), Pierre Riché et Louis Bergeron. En terminale, je manquai d'une année l'enseignement de Pierre Gréco. Jean-Claude Margolin, qui sortait lui aussi de l'ENS, m'initia à la philosophie avec beaucoup de finesse et de patience et me présenta au concours général. J'obtins un deuxième accessit (je crois avoir soutenu, contre Nietzsche, que c'est bien le doute et non la certitude qui rend fou, mais hélas je n'en suis pas sûr). Cette prouesse décida de mon avenir. Le proviseur convoqua mon père et me fit inscrire en hypokhâgne à Louis le Grand. J'échappai à l'École normale d'instituteurs (où l'on pouvait être admis après le bac en quatrième année), mais j'enviais un peu mes camarades qui se préparaient à faire leur médecine (j'étais toujours passionné par les sciences naturelles). De ce point de vue, je suis devenu sociologue faute de mieux, par l'effet des handicaps qui m'interdisaient les études de médecine, beaucoup trop coûteuses et beaucoup plus distantes, par rapport à mon milieu d'origine, que des études de lettres supposées déboucher sur l'enseignement et sur une carrière de fonctionnaire. J'ignorais l'existence de l'École de santé militaire de Lyon ; l'antimilitarisme de ma famille et le mien propre m'auraient sans doute dissuadé d'essayer d'y entrer.

\*

La khâgne de Louis le Grand était, en 1953, un univers clos et hiérarchique. J'appartenais au groupe des internes, reconnaissables à leur blouse, provinciaux issus pour la plupart des classes moyennes, dont l'institution mesurait et contrôlait strictement les sorties. Nous ne frayions guère avec les internes des autres classes de préparation ; nous avions nos quartiers, notre étude, notre dortoir, même notre réfectoire. Nous nous divisions entre nous selon l'ancienneté (principe de classement folklorique qui s'imposait à toutes les disciplines), et nous nous regroupions en fonction d'affinités électives qui tenaient sans doute beaucoup, sans que nous le sachions, à l'origine sociale ; le groupe des quatre dont je faisais partie comptait un fils d'instituteur et de couturière, un fils de tailleur et un fils de gendarme. Les relations avec les externes étaient rares, et elles aussi plus ou moins sélectives. J'allais souvent travailler le dimanche chez Daniel Pierlot, à Maisons-Alfort ; je suivais la PMS<sup>13</sup> avec Maurice Aymard, qui passait me prendre en Vespa ; j'ai été reçu une fois chez Doumenc, futur Prix Renaudot, fils de général.

Nous avions le sentiment profond d'appartenir à une élite et nous vivions dans la crainte continue d'en être exclus. Notre supériorité sur les étudiants d'université allait pour nous de soi. Nous ne les fréquentions guère ; ceux qui, comme moi, étaient les premiers dans leur famille à suivre des études supérieures n'en connaissaient aucun. Nous ne nous sentions pas du tout étudiants, ce qui était une manière économique et radicale de se sentir khâgneux ; nous nous inscrivions en Sorbonne, mais il n'était pas question de traverser la rue Saint-Jacques pour assister à un cours. En nous inscrivant au CELG (propédeutique), que nous étions à peu près sûrs de réussir, nous ménagions pourtant l'avenir ; dès notre entrée en hypo-

<sup>13</sup> Préparation militaire supérieure.

khâgne on nous annonçait que la plupart d'entre nous ne seraient pas repris en khâgne, et que les moins bons seraient même dirigés vers d'autres lycées dès la fin du premier trimestre. L'intensité des émotions que suscitaient en nous et autour de nous les verdicts scolaires rendaient ceux-ci inoubliables; la peur de l'échec gravait dans notre mémoire et dans notre pensée la hiérarchie des valeurs que véhiculaient les classements dont dépendait notre salut. Les épreuves auxquelles nous étions soumis étaient elles-mêmes classées, en fonction de leur importance scolaire et de leur prestige intellectuel. En haut de la hiérarchie des disciplines se trouvaient les matières à dissertation (épreuves de six heures, forts coefficients au concours d'entrée à l'ENS), en premier la philosophie, puis la littérature, puis l'histoire; venaient ensuite les langues anciennes (épreuves de quatre heures), enfin les langues vivantes (matières d'oral). Cette échelle correspondait à un ensemble d'oppositions sous-jacentes, entre les bons élèves et les élèves brillants, entre le mérite et le talent (voire le génie), entre le travail et la grâce, entre les qualités morales, mineures, et les qualités intellectuelles, majeures. Elle délimitait deux classes, ou plutôt deux castes de khâgneux, la caste inférieure («infra») des forts en thème, des schiadeurs, des polards, destinés à rester des professeurs, au mieux des érudits et des savants, et la caste supérieure de ceux «qui avaient du PQ» et qui pouvaient espérer devenir des intellectuels. «Avoir du PQ», c'était, sur le premier sujet, le premier texte venu – *de omni re scibili* –, avoir une idée, une interprétation personnelle, originale, que l'on était ou que l'on paraissait être le premier à avoir, et parvenir à la développer de telle façon qu'elle s'impose.

Ceux qui réussissaient le mieux cet exercice parvenaient à se doter d'une personnalité, c'est-à-dire d'un style unique, reconnaissable, qui se confondait avec leur personne. Naturellement, ils n'inventaient rien; à l'origine de leur inspiration, derrière leurs improvisations les plus éblouissantes, on trouvait souvent des réminiscences et toujours des procédés et des figures éprouvés (le renversement du pour au contre, le même dans l'autre, le passage du second ou du troisième degré au premier et réciproquement, le rapprochement des extrêmes, la conciliation des contraires, le dépassement des oppositions, etc.). Les plus habiles, les plus retors, ceux qui étaient les plus disposés à sacrifier à la virtuosité leur sentiment philosophique ou littéraire, s'en apercevaient et travaillaient, tels des forts en thème révisant les verbes en –mi, à acquérir ces automatismes dans l'espoir de réduire l'incertitude et l'arbitraire des jugements dont leurs performances étaient l'objet. Ces exercices obscurs devaient rester secrets; moins une discipline était technique, plus son prestige intellectuel était grand, et moins elle devait faire l'objet d'un apprentissage, plus elle s'apparentait à une initiation. En littérature et en philosophie, la relation pédagogique était une relation entre herméneutes, non de professeur (encore moins d'instructeur) à élève, mais de maître à disciple; elle ne pouvait s'établir et durer que sur la base d'affinités personnelles, les élèves issus des fractions intellectuelles de la bourgeoisie parisienne ayant sans doute plus de chances d'être parmi les élus. Pour conserver un pouvoir de séduction et d'enchantement qui tenait sans doute pour beaucoup à son élitisme et à sa capacité d'exclusion, cette relation devait demeurer ésotérique; il fallait que ce qui passait du maître aux disciples, comme ce qui se passait entre eux, reste incompréhensible au commun des élèves. L'enseignement des matières les plus prestigieuses, les plus révérees, transmettait ainsi une hiérarchie implicite des attitudes et des opérations intellectuelles dans laquelle la prétendue synthèse, en

fait ce qui pouvait entretenir et recréer du mystère, de l'obscurité, de la confusion, l'emportait sur ce qui visait à distinguer, à expliciter et à clarifier, le pouvoir de persuasion et le besoin de croyance comptant plus que l'analyse critique et le raisonnement.

Les maîtres à penser n'auraient sans doute pas eu autant de pouvoir sur notre jeunesse s'ils n'avaient été des succédanés de chefs, moralement acceptables, intellectuellement légitimes; notre culte de la personnalité intellectuelle ne se distinguait guère du culte de la personnalité politique. La politisation de la vie intellectuelle à laquelle nous ambitionnions de participer allait absolument de soi: un intellectuel dépourvu de qualification politique était inconcevable, on n'était pas intellectuel, mais intellectuel communiste, marxiste, ou catholique. Cette polarisation avait pris la suite, parmi les khâgneux et les normaliens, de l'opposition entre les «talas» et les «combistes»<sup>14</sup>. J'étais sollicité par les deux camps, invité à la fois aux réunions de cellule et au Centre Richelieu. La tradition familiale me protégeait contre les tentations auxquelles me soumettaient mes amis catholiques; la répression soviétique des révoltes ouvrières et populaires, à Berlin puis à Budapest, me dissuada définitivement d'adhérer au Parti Communiste, comme m'y poussaient des amitiés plus anciennes et un sentiment très vif des injustices sociales. Cette politisation de la vie intellectuelle avait des effets plus profonds et plus insidieux; elle se traduisait par une politisation inconsciente de l'activité intellectuelle proprement dite, par une confusion permanente entre le sens et la valeur, entre les concepts et les mots d'ordre à laquelle les sciences sociales sont particulièrement sujettes, comme je devais le constater par la suite.

Bien que traversé lui-même par l'opposition entre chrétiens et athées, l'existentialisme permettait d'échapper à cette alternative, ce qui explique sans doute son succès auprès des khâgneux de ma génération; c'était la manière la plus intellectuelle de faire de la politique. *L'Être et le Néant, L'esquisse d'une théorie phénoménologique des émotions*, et (pour la dissertation littéraire générale) *Situations* étaient des lectures obligées, chic, d'avant-garde. Notre idole c'était Sartre qui «caciquait» à la fois en littérature comme critique et comme romancier, et en philosophie comme métaphysicien et comme moraliste. Nous ignorions presque complètement la philosophie des sciences, passée de mode, et plus encore les sciences. L'organisation de l'enseignement dans les classes de préparation reposait plus que jamais sur l'opposition entre les lettres (la khâgne) et les mathématiques (la taupe). Nous n'avions aucun contact avec les sciences humaines, à l'exception de l'histoire, mais sans savoir qu'elle en était une; l'idée de lire Durkheim ne serait venue à personne. Nathan Wachtel était le seul à connaître Lévi-Strauss; c'est lui qui m'a parlé le premier des *Structures élémentaires de la parenté*. Je passais ainsi des heures à me délecter, avec Alain Badiou, des «plus obscures extravagances de la métaphysique allemande»<sup>15</sup>. J'étais déçu pourtant par la manière dont la philosophie nous était enseignée. Je ne parvenais pas à entrevoir les profondeurs auxquelles la légèreté allusive des propos de Maurice Savin était censée nous introduire; mes préventions à l'égard des orientations politiques d'Etienne

<sup>14</sup> Ceux qui «vont-à-la» messe par opposition aux anticléricaux, dans le folklore de l'ENS.

<sup>15</sup> J. Monod, préface à K. Popper, *La logique de la découverte scientifique*, Paris, Payot, 1978.

Borne (autre élève d'Alain, mais théoricien du parti catholique) m'empêchaient de goûter par contraste le sérieux de ses cours. L'histoire au contraire me plaisait de plus en plus. J'appréciais peu l'enseignement d'Emile Tersen (pourtant marxiste), mais beaucoup celui de Jean Monnier (pourtant catholique et gaulliste). Jean Monnier était un professeur, auteur de manuels, futur inspecteur général, et non un chercheur; mais il nous donnait l'exemple de l'honnêteté intellectuelle. Par sa rigueur, par sa générosité intransigeante, Jean Monnier me fit sentir que l'histoire était intéressante parce qu'elle était exigeante, parce qu'elle se refusait les libertés et les facilités de la virtuosité spéculative. Comme la philosophie, comme la littérature, l'histoire était matière à dissertation, mais elle pouvait et devait s'apprendre; c'était un jeu avec les idées, mais avec des idées qui rencontraient la résistance des faits, et qui devaient s'y soumettre et s'en nourrir. Ce goût pour l'histoire, que je n'ai pu satisfaire, est sans doute à l'origine de mon orientation vers la sociologie.

Malgré mes bons résultats, je parvins à me faire coller deux fois à l'oral de l'ENS. A mon dernier concours, je me débrouillai pour être premier collé, juste après Marc Augé, derrière qui la porte se referma. Sur le moment, j'ai eu beaucoup de mal à me remettre de cet échec. L'expérience m'a donné par la suite plus d'une raison de m'en consoler. Mieux vaut manquer l'ENS que d'être un normalien manqué, un normalien qui ne se remet pas de sa réussite, et même parfois, à en juger par d'autres exemples, un normalien réussi. Si j'étais entré à l'ENS, j'aurais sans doute eu plus de mal à entrevoir les limites de la culture lettrée dont elle est le centre et le sanctuaire et à vouloir en sortir; mon passage en khâgne m'avait après tout permis d'acquérir l'essentiel, l'élévation, due à l'intensité de la compétition scolaire, du niveau d'exigence critique vis-à-vis de soi-même.

## LE MÉTIER DE SOCIOLOGUE

Cet échec me forçait à gagner ma vie; j'entrai comme élève-professeur aux IPES<sup>16</sup> qui venaient d'être créés. Cette solution me semblait aller de soi; je me voyais moins que jamais exercer d'autre profession que l'enseignement. Je ne voulais plus prendre de risques, je n'envisageais pas de m'aventurer en dehors de l'Ecole, d'essayer par exemple de devenir journaliste, comme mon camarade Guy Herzlich. Je suivis un peu plus tard les premiers cours du CELSA<sup>17</sup>; j'obtins un stage, très envié, chez Citroën, où j'aurais pu entrer; j'y renonçai au dernier moment. Comme il n'existait pas encore d'IPES en philosophie ni en histoire, je fus obligé de m'inscrire en Lettres classiques, la discipline que j'aimais le moins et où je réussissais le moins bien. Je supportais très mal ce pensum; il me conduisit à un emploi de maître auxiliaire, puis à un poste de professeur d'enseignement général dans un Collège d'enseignement technique. J'avais de bons rapports avec mes élèves et avec la plupart des maîtres d'atelier, et je commençai à m'intéresser de près à cet univers scolaire exotique; mais je me rendis compte que je ne supporterai pas longtemps d'en rester là. Je repris mes études de philosophie, lus

<sup>16</sup> Instituts de Préparation à l'Enseignement Secondaire.

<sup>17</sup> Centre d'Etudes Littéraires Supérieures Appliquées.

enfin *Les formes élémentaires de la vie religieuse*<sup>18</sup>, et pris contact, sur le conseil de Wachtel (qui m'avait aussi parlé du Centre d'Alain Touraine), avec le Centre de Sociologie Européenne.

Le CSE avait été fondé par Raymond Aron en 1961 dans le cadre de la VIème section de l'E.P.H.E. (sous le nom de Centre européen de sociologie historique); quand je m'y présentai, en 1964, Pierre Bourdieu, à qui R. Aron avait confié l'animation du Centre, en était déjà le « directeur effectif »<sup>19</sup>. L'ascension de Bourdieu entraîna le départ du « Groupe de sociologie des organisations » dirigé par Michel Crozier, dont les travaux et les ouvrages (avec ceux de R. Aron) constituaient pourtant l'essentiel de la bibliographie du CSE<sup>20</sup>. Crozier parti, il ne restait du Centre original que l'équipe dirigée par Jean Cuisenier, qui s'occupait de la sociologie du développement et des rapports entre les attitudes économiques traditionnelles et l'industrialisation. L'entourage immédiat de Bourdieu, qui contrôlait de près l'accès au saint des saints, tenta de m'orienter vers ce groupe, avec lequel je travaillai pendant un moment. Jean Cuisenier m'informa que l'INRA recrutait des sociologues; je me présentai avec succès au concours, sans attendre la commission du CNRS. Je dois à ces péripéties d'avoir rencontré celle qui a fait le bonheur de ma vie. Christiane Présenté fut la première à m'accueillir, un peu avant Noël 1965, au Département d'économie et de sociologie (toujours-déjà rurales) de l'INRA. Ce jour-là a commencé, à notre insu, une symbiose affective et intellectuelle qui ne devait plus cesser de me soutenir et de m'éclairer dans mon travail.

J'étais venu à la sociologie par un refus de l'ordre établi qui ne se contentait pas des formes ordinaires d'anticonformisme intellectuel et de contestation politique; je voyais en elle l'instrument d'une critique sociale radicale, d'autant plus aiguë et d'autant plus imparable qu'elle serait plus objective et plus scientifique. Les principes et le programme du Centre, dont *Les Héritiers* allaient bientôt donner une illustration éclatante, me convenaient donc tout à fait. La sociologie qu'on se proposait d'y faire était une sociologie scientifique, fondée sur des recherches empiriques, en rupture avec la sociologie que représentait R. Aron, une sociologie de professeur et de journaliste, consacrée à l'analyse des idées et des doctrines<sup>21</sup>. De fait, les enquêtes occupaient une place importante dans l'activité et dans la publicité du Centre (la plaquette éditée par le CSE en 1966 en mentionne plus de trente, sans compter les pré-enquêtes, les monographies, les séries et les pro-

<sup>18</sup> Si j'ai lu Durkheim plutôt que Piaget ou que Schumpeter, c'est sans doute parce que l'économie, dont l'objet (ce qui a trait à l'argent) était implicitement dévalorisé par mes grands-parents maternels, ne faisait pas partie de mon univers intellectuel d'origine, et parce que la sociologie est plus proche de l'histoire que la psychologie (vers laquelle je me serais peut-être tourné si j'avais été en terminale l'élève de Pierre Gréco).

<sup>19</sup> R. Aron, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983, p. 349.

<sup>20</sup> *Le Centre de Sociologie Européenne, 1961-1965*, plaquette éditée par le CSE, Paris, s. d. (1966). Le départ de M. Crozier et de ses collaborateurs fait l'objet dans la même plaquette d'une courte note en bas de page: « En raison du développement du CSE, ainsi que du Groupe de sociologie des organisations, ce dernier groupe est redevenu indépendant à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1966 ».

<sup>21</sup> C'est parce qu'il ne voulait pas « renoncer au journalisme et à l'action dans la politique française », tout en étant « décidé à remplir pleinement [ses] obligations de sociologue » que R. Aron créa le Centre de sociologie européenne. « J'appartiens à une génération intermédiaire entre celle des disciples de Durkheim et la génération pour laquelle la conversion de la philosophie à la sociologie implique les recherches empiriques ». R. Aron, op. cit., p. 349.

grammes de recherche). A la différence des sociologies appliquées qui s'étaient constituées dès les années cinquante au CES (le Centre d'Études Sociologiques, créé en 1945) et qui s'inscrivaient dans « un courant né de l'étude directe et de l'urgence des problèmes sociaux, orienté vers l'aide à la décision, à l'action, soucieux de répondre à la demande émanant des administrateurs, des syndicats, des associations professionnelles »<sup>22</sup>, c'était, dans son principe, une sociologie radicalement critique. En appliquant sans réserve à l'ordre social l'esprit de libre examen qui avait permis aux sciences de la nature de s'émanciper, en renonçant à critiquer l'ordre établi au nom d'un ordre idéal, plus « juste », plus « rationnel » et en se contentant de « mettre au jour » les mécanismes sociaux cachés qui sont à l'origine de toute production symbolique, on substituait à la critique sociale (dont la sociologie était issue) une critique sociologique objective et imparable, qui était aussi une critique de la critique, une critique au carré. On se réservait ainsi la possibilité d'intervenir dans le débat politique et intellectuel, comme les sociologues l'avaient toujours fait, et notamment R. Aron, mais à un autre niveau, en position supérieure de critique suprême (de critique expert)<sup>23</sup>. Par ailleurs, nous ne nous contentions pas de faire des enquêtes; il fallait au contraire se garder des « abdications de l'empirisme » et de « la fausse neutralité des techniques ». La théorie constituait « la condition fondamentale de la rupture, de la construction et de l'expérimentation, et cela par la vertu de la systématité qui la définit »; pour être « une science comme les autres », la sociologie devait donc lui accorder la première place dans la hiérarchie de ses opérations<sup>24</sup>. Ce programme coïncidait de près avec la position de « challenger » du groupe dans le milieu académique et avec les propriétés sociales de ses promoteurs, pour qui la légitimité intellectuelle de l'ENS était sans doute très supérieure à la légitimité politique de l'ENA (sans parler de Sciences Po); on peut voir dans leur prédilection pour la théorie une conséquence de leur formation et de leurs ambitions de philosophes. Prendre position d'un côté pour la sociologie empirique, c'est-à-dire contre la sociologie de la chaire, représentée par R. Aron, et, du côté opposé, en faveur du primat de la théorie, c'est-à-dire contre les sociologies trop empiriques du CES, était une manière de renverser la situation, de constituer dans le milieu sociologique une position polaire, potentiellement dominante, à partir de la VI<sup>ème</sup> section de l'EPHE (qui

<sup>22</sup> J.-D. Reynaud, Introduction à *Sociologie et psychologie sociale en France (1945-1965)*, bibliographie établie par le Centre d'Études Sociologiques, Paris, Association pour la Diffusion de la Pensée Française, 1966. Dès avant la guerre, J. Stoetzel, fondateur de l'IFOP, avait fait connaître en France les méthodes de la psychologie sociale, auxquelles il s'était initié à l'Université de Columbia. Normalien et agrégé de philosophie comme R. Aron, J. Stoetzel fut nommé professeur à la Sorbonne la même année que lui (en 1955), mais à la chaire de psychologie sociale. En 1965, il préface *Le Vocabulaire des sciences sociales*, version française de *The Language of Social Research*, présentée par R. Boudon et P. Lazarsfeld, un traité de méthodologie auquel répondra, trois ans plus tard, le traité d'épistémologie du *Métier de sociologue*.

C'est de ce programme que s'inspiraient le « Groupe de sociologie rurale » du CNRS, dirigé par Henri Mendras, et, dans sa mouvance, le Laboratoire de sociologie rurale qui s'était constitué à l'INRA peu avant mon recrutement.

<sup>23</sup> C. Grignon, « L'enquête sociologique, la critique sociale et l'expertise politique », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XXXVIII, n° 118, 2000, p. 101-113.

<sup>24</sup> P. Bourdieu, J.-C. Chamboredon, J.-C. Passeron, *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton/Bordas, 1968, p. 95.

n'était pas encore l'EHESS), qui était dominée par rapport à la Sorbonne (d'avant 1968), et marginale ou en tout cas minoritaire par rapport au CNRS.

Au cas improbable où elle ne nous aurait pas échappée, cette coïncidence n'était pas difficile à justifier : pour défendre nos principes et si possible les faire triompher, il fallait bien un minimum de réalisme, et spécialement de réalisme sociologique. Mais elle était l'indice d'une intrication plus générale et plus risquée des principes et des stratégies. L'histoire du Centre n'a rien d'exceptionnel ; si l'on veut qu'elle soit instructive, et non pas édifiante, il faut s'attacher à en faire ressortir la banalité, la replacer dans la famille de cas dont elle fait partie. Les traits et les mécanismes sectaires qui sont à l'origine du retournement du projet qui nous avait réunis se retrouvent dans la plupart des petites sociétés d'intellectuels que leur intransigeance conduit à se couper du monde, dans les écoles de pensée hétérodoxes, dans les avant-garde littéraires, dans les groupes révolutionnaires<sup>25</sup>. Rigoureusement hiérarchisé, le Centre était l'enjeu d'une lutte entre deux principes de hiérarchisation qui se rejoignaient au sommet, en la personne de son chef. La hiérarchie visible, légitime, explicite, reproduisait strictement la hiérarchie scolaire des diplômés et des disciplines ; elle distinguait entre normaliens et non-normaliens, agrégés et non-agrégés, agrégés de philosophie et autres agrégés. Cette hiérarchie officielle (il y eut un règlement écrit) était doublée par des hiérarchies parallèles, coutumières, fondées sur l'ancienneté de l'appartenance au groupe, le parrainage (être venu au Centre par Z plutôt que par Y vous marquait pour longtemps), et surtout sur la proximité, la familiarité, l'intimité personnelle avec son leader. Comme dans les pensionnats et les internats, comme dans les groupes politiques subversifs, on avait au Centre le goût du mystère, du secret, voire de la clandestinité. L'information y était un bien rare et rarefié, un moyen d'intégration et de mise à l'épreuve dont la distribution parcimonieuse était soigneusement contrôlée. Monter dans la hiérarchie du Centre, c'était accéder plus tôt à une information plus confidentielle (ou donnée pour telle), celle qu'on devait aux deux sens du terme retenir – s'en souvenir et la garder pour soi. L'essentiel se disait et se jouait entre initiés, non dans les réunions de travail, mais dans les couloirs du Centre, plus encore dans les interminables conversations téléphoniques que P. Bourdieu avait avec ses intimes. Conformément à la division sexuelle du travail la plus traditionnelle, l'entretien de cette hiérarchie domestique reposait essentiellement sur les femmes. Les femmes chercheurs, les agrégées, comme Raymonde Moulin, ne se rencontraient que dans l'entourage de Raymond Aron ; du côté de Bourdieu, les femmes étaient reléguées dans des fonctions subalternes mais stratégiques de surveillantes, de confidentes et de consolatrices. Le sacrifice de la vie personnelle au Centre était un autre symptôme classique ; le travail en commun le rendait plus facile en lui donnant un caractère collectif, en faisant se confondre la vie professionnelle et la vie privée, la vie intellectuelle et la vie affective.

Comme tous les groupes qui se constituent autour d'un programme utopique, le CSE était partagé dès l'origine entre le sens de l'honneur et la logique du calcul, entre l'idéal et le réalisme, entre le dévouement militant, plus ou moins

<sup>25</sup> Comme, par exemple, les lacaniens (cf. F. Roustang, *Un destin si funeste*, Paris, Ed. de Minuit, 1976), les surréalistes, les parnassiens ou les althussériens.

porté au mysticisme, et l'ambition personnelle, l'appétit de réussite et de pouvoir plus ou moins cyniques. La face visible du Centre arborait des valeurs morales, rigueur, sérieux, probité, ascétisme, volonté, amour du métier, goût de l'effort, du travail et du travail bien fait, etc., dans lesquelles pouvaient se reconnaître les « boursiers » qui devaient leur promotion sociale à leurs mérites scolaires<sup>26</sup>. C'est de ce côté que l'on trouvait le sacrifice de l'individu au groupe, les pulsions altruistes extrêmes (et plus ou moins suicidaires), le besoin d'admirer, de se dévouer et de s'oublier, de même que la volonté de ne pas voir les comportements intéressés et « déshonorants », de ne rien suspecter de ce qui pourrait entamer la confiance et la foi dans le Centre ; l'émulation vertueuse dont celui-ci était l'enjeu pouvait conduire au sectarisme et au dogmatisme. Mais ce conflit, qui opposait des valeurs ultimes, des styles de vie, des rapports au savoir et à la carrière, des spontanités politiques et sans doute aussi religieuses attachées à des origines et à des trajectoires sociales opposées, partageait aussi les personnes. Les boursiers du Centre étaient des « wonderboys », sujets à une hypertrophie de l'ego que leur réussite scolaire exceptionnelle risquait de renforcer. De la Renaissance au Romantisme, de Machiavel à Sade et à Nietzsche en passant par Stendhal et Balzac, la culture lettrée dont ils étaient issus leur proposait quantité de héros et de modèles, de morales du surhomme, d'exemples illustres de méchanceté supérieure et de manuels de l'arriviste. Leur égoïsme sacré pouvait lui aussi s'appuyer sur des valeurs plus ou moins populaires, comme la madrierie paysanne ou la ruse du vendeur ; il rejoignait l'ethnocentrisme spontané et l'assurance de classe des « héritiers », qui, voyant et prenant le Centre de haut, avec recul, pouvaient encore donner, et peut-être avoir, l'illusion de le servir en se servant de lui.

Les plus portés à faire passer leurs calculs personnels avant le triomphe du Centre et de ses idées avaient toutes les chances d'en prendre le contrôle, non seulement parce qu'ils avaient sur les idéalistes l'avantage habituel du réalisme, mais parce qu'ils pouvaient se justifier sur le terrain de la sociologie. L'intention critique de la sociologie, le scepticisme de principe à l'égard des comportements apparemment désintéressés qu'elle partage avec l'économie, légitimaient leur cynisme en en faisant une attitude sociologique, une application immédiate et quasi expérimentale de la sociologie (qu'ils se gardaient pourtant, s'oubliant pour une fois, d'appliquer à eux-mêmes). Cette conjonction disqualifiait les idéalistes et les vertueux en les faisant passer pour naïfs. « Naïf » était une des insultes rituelles de la langue du Centre (automatiquement associée à « positivisme »), en fait une injure mortelle, destinée à ruiner définitivement la réputation de l'adversaire, un euphémisme pour « niais », c'est-à-dire pour « imbécile »<sup>27</sup>. Mais il faut

<sup>26</sup> L'opposition entre héritiers et boursiers ne date pas des *Héritiers*. « Barrès a développé de son fond le plus sincère et le plus conscient, pour lui et pour la France, une philosophie d'héritier. Barrès a pensé un secteur de vie nationale sous forme de cette opposition du boursier et de l'héritier. » A. Thibaudet, *La république des professeurs*, Paris-Genève, Slatkine, 1979 [1927], p. 129.

<sup>27</sup> « Dans ces confessions d'un dreyfusiste (...) il y aura, je l'ai promis, de nombreux cahiers qui s'intituleront *Mémoires d'un âne*, ou peut-être, plus platement, *mémoires d'un imbécile*. Il n'y en aura aucun qui s'intitulera *mémoires d'un lâche*, ou d'un *pleutre* (nous laisserons ceux-ci à faire à M. Jaurès et ils ne seront certainement pas mal faits). (Il est si bon maquignon) ». C. Péguy, *Notre jeunesse*, in *Œuvres en prose*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, t. III, 1992, p. 42.

se demander pourquoi il paraissait, et paraît encore infiniment plus honteux, plus infamant de passer pour un naïf que pour un imposteur dans le milieu des sciences sociales. C'est sans doute parce que nous acceptons comme allant de soi, c'est-à-dire naïvement, sans l'examiner, la définition de l'intelligence dont se contentent le sens commun et le milieu intellectuel. Cette définition repose sur une double confusion : d'une part entre l'intelligence et la ruse, d'autre part entre l'ingéniosité qui conçoit les pièges (engins, *devices*) que les techniques et les sciences tendent à la nature et la ruse appliquée aux hommes et aux idées. Tant que l'on se réfère à cette définition primitive, ceux qui sont experts dans l'art de tromper triomphent à coup sûr de ceux qui prennent le risque de se tromper ; le sophiste ne peut que l'emporter sur le savant.

Plus exactement on s'expose dans nos disciplines à confondre l'un et l'autre, sous prétexte que les faits humains sont plus retors que les faits matériels dont s'occupent les sciences de la nature. Cette idée est elle-même assez confuse ; elle repose à la fois sur l'expérience de base de la recherche (on sait combien les documents et les informateurs sont trompeurs), sur l'importance de la ruse et de la feinte dans les comportements humains, sur la multiplicité des significations dont ils sont porteurs ou qu'on peut leur prêter, et sur une croyance dans la « complexité » supérieure de l'ordre de réalité que nous étudions. Partant de là on admet spontanément que pour déjouer les pièges que lui tend cette ruse le savant doit faire preuve d'une ruse supérieure, mais de même nature : à malin malin et demi. On se condamne ainsi à revenir, ou à en rester à la pensée magique, à l'idée selon laquelle il faut renoncer à expliquer les faits humains et se contenter de les comprendre par empathie et par mimétisme. Le projet scientifique du Centre obligeait, en principe, à adopter l'attitude inverse. Plus la réalité que l'on observe paraît ambivalente, plus le vrai et le faux y semblent confondus, plus il faut pousser loin la subtilité pour les démêler, et plus il faut en effet faire preuve de vigilance à l'égard de cette subtilité nécessaire, plus il faut empêcher la subtilité de l'interprète d'entrer en sympathie et en émulation avec la subtilité trompeuse de son objet. Malheureusement la culture lettrée à laquelle nous avons été formés privilégiait, compétition scolaire oblige, « l'art de conduire victorieusement la discussion »<sup>28</sup> et ne nous avait guère appris à faire la différence entre la subtilité et la tromperie.

L'intrication des principes et des stratégies était au principe de la manière de penser du Centre. La lecture du *Métier de sociologue* est à cet égard révélatrice. Rien n'est plus légitime, rien ne sert davantage les intérêts scientifiques de la sociologie que d'inviter celle-ci à une auto-vigilance qui lui permette de prendre une conscience plus claire et plus active de ses présupposés ; je continue d'adhérer à ce programme bachelardien, que je me suis récemment encore efforcé de mettre en pratique dans le séminaire *Le Modèle et le Récit*. Mais l'épistémologie est aussi le degré supérieur de la théorie ; comme théorie des théories, elle est à la théorie sociologique ordinaire ce que la critique sociologique est à la critique sociale. Occuper le terrain de l'épistémologie, c'est se placer au-dessus des luttes qui opposent les sociologues comme auteurs de doctrines sociales, comme chefs

<sup>28</sup> M. Granet, *La pensée chinoise*, Paris, A. Michel, 1988 [1934], p. 362.

d'école<sup>29</sup>. De même, on ne saurait pousser trop loin l'analyse, on ne multiplie jamais assez les distinguos; il faut prévoir non seulement les effets des effets, mais les effets et les contre-effets des contre-effets des effets, procéder à la critique de la critique, etc. Mais on multiplie du même coup les occasions de se situer et de se démarquer par rapport aux sociologues et aux écoles concurrents. Je regrette toujours quand je relis le *Métier de sociologue* que tant de virtuosité (que j'ai de bonnes raisons de mettre au compte de Jean-Claude Passeron) aille de pair avec des ruses beaucoup moins subtiles. On y trouve déjà le procédé qui consiste à partir d'une opposition forte et nette, et à prendre ainsi en préambule, en paroles, une position de principe (en l'occurrence pour la « sociologie empirique » contre la « tradition spéculative de la philosophie sociale »)<sup>30</sup>. Il faut tenir cette position, la conserver parce qu'elle a force de rupture et de ralliement, mais on ne peut pas s'y tenir: ce qui va de soi va sans dire, ne mérite pas qu'on y insiste<sup>31</sup>. En pratique, c'est-à-dire dans le cours de la discussion, dans le développement de la polémique, on vise surtout les positions voisines de celle que l'on a prise (« l'empirisme » et, par dessus tout, la méthodologie)<sup>32</sup>. En veillant ainsi à ce que cette position ne puisse être confondue avec aucune position parente, on se l'approprie personnellement, on se démarque des concurrents les plus proches, on s'érige en champion unique d'une position unique. Plus on pousse cette critique de proximité, et plus on assimile implicitement les positions communes, partagées, du

<sup>29</sup> Ainsi c'est au nom d'une « conception de la théorie de la connaissance sociologique qui fait de cette théorie le système des principes définissant les conditions de possibilité de tous les actes et de tous les discours proprement sociologiques » que les auteurs du *Métier de sociologue* se payent le luxe de réconcilier, ou au moins de « rapprocher des auteurs que tout séparerait sur le terrain de la théorie du système social », en l'occurrence Weber, Marx et Durkheim (mais sans nous dire pourquoi ceux-ci, faisant tous trois de la sociologie selon les mêmes principes, aboutissent à des résultats aussi opposés). *Le Métier de sociologue*, op. cit., p.11.

<sup>30</sup> *Ibid.*, pp. 8, 31.

<sup>31</sup> « Notre propos (...) s'adresse à ceux qui, 'embarqués' dans la pratique de la sociologie empirique, n'ayant nul besoin qu'on leur rappelle la nécessité de la mesure et de tout son appareillage théorique et technique, s'accordent d'emblée avec nous sur ce que nous nous accordons parce que cela va de soi, par exemple la nécessité de ne négliger aucun des outils conceptuels ou techniques permettant de donner toute sa rigueur et toute sa force à la vérification expérimentale. Seuls ceux qui n'ont pas ou ne veulent pas avoir l'expérience de la recherche pourront voir dans cet ouvrage qui vise à mettre la pratique sociologique à la question, une mise en question de la sociologie empirique ». *Le Métier de sociologue*, op. cit., p. 8.

<sup>32</sup> Même s'ils en reconnaissent l'intérêt du bout des lèvres (« en dépit que nous en ayons et reconnaitrions-nous ici la contribution capitale que les méthodologues, et en particulier Paul F. Lazarsfeld, ont apportée à la rationalisation de la pratique sociologique...»), la méthodologie est la cible principale des auteurs du *Métier de sociologue*: « La méthodologie à la mode qui multiplie les programmes pour une recherche raffinée mais hypothétique ». « Ceux qui portent le souci méthodologique jusqu'à l'obsession font en effet songer à ce malade dont parle Freud, et qui passait son temps à essayer ses lunettes sans jamais les chausser ». « La littérature méthodologique prend toujours soin, lorsqu'elle définit l'objet de la logique des sciences, d'écarter explicitement la considération des *ways of discovery* au profit des *ways of validation* ». « Occupés à la recherche d'une logique idéale de la recherche, les méthodologues ne peuvent en effet s'adresser qu'à un chercheur abstraitement défini par l'aptitude à réaliser ces normes de perfection, bref à un chercheur impeccable, c'est-à-dire impossible ou infécond ». « Plus profondément, l'exhortation insistante à la perfection méthodologique risque d'entraîner un *déplacement* de la vigilance épistémologique », etc. *Le Métier de sociologue*, op. cit., pp. 8, 12, 25n, 29.

parti dans lequel on a commencé par se ranger aux déviations et aux dérives que l'on dénonce (ainsi le discrédit de la méthodologie rejaillit sur les acquis de base et sur les exigences élémentaires de la méthode); on rejoint ainsi les critiques qui émanent d'ordinaire du camp opposé, ce qui est une manière d'occuper les positions de l'adversaire. Sans doute risque-t-on alors de se retrouver en contradiction avec les positions que l'on prétendait soutenir au départ<sup>33</sup>. Mais comme on ne rejoint ces critiques, y compris et de préférence les plus radicales, que pour les dépasser en les critiquant<sup>34</sup>, on peut toujours prétendre, que, critique au troisième degré, on n'est jamais plus critique à l'égard de l'adversaire que lorsque l'on se montre plus critique et meilleur critique que lui à l'égard des positions que l'on combat à l'intérieur du parti auquel on a commencé par se ranger.

Un des principaux ressorts du *Métier de sociologue*, directement emprunté à la scolastique dissertative de la khâgne, est en effet la conciliation des contraires. Les couples d'opposition y jouent un rôle essentiel, d'autant plus important que leur statut y est plus incertain: on les suscite, on les dissout, on les ressuscite au besoin, comme des personnages de feuilleton, on les suscite pour les dissoudre, on les dissout pour les ressusciter<sup>35</sup>. On parvient ainsi à occuper l'ensemble des positions possibles dans le champ défini par l'opposition que l'on a posée au départ, mais sans jamais se confondre complètement avec aucune d'elles, à être à la fois partout et nulle part, omniprésent et insaisissable. Il faut sans doute débusquer les fausses oppositions, distinguer entre les oppositions principales et les oppositions primitives apparentes; là encore, il n'est pas possible de ne pas être d'accord. Mais comment concilier la stratégie de la conciliation des contraires avec la volonté de rupture, qui était un des principes fondamentaux du programme du Centre et l'un de ses objectifs essentiels? On ne peut à la fois congédier et conserver; pour rompre réellement avec ce que l'on dénonce, il faut y renoncer.

\*

Mes propres travaux empiriques me confrontaient en pratique au « primat de la théorie ». Je prenais beaucoup de plaisir à faire des enquêtes; c'était pour moi l'occasion de concevoir des outils et de satisfaire ainsi « l'esprit artisan » que mes

<sup>33</sup> C'est ainsi que la critique de la méthodologie peut conduire au mépris des règles élémentaires de la méthode: « A force de rappeler l'impératif du constat, contre toute la tradition spéculative de la philosophie sociale à laquelle elle doit s'arracher, la communauté sociologique tend aujourd'hui à oublier la hiérarchie épistémologique des actes scientifiques qui subordonne le constat à la construction et la construction à la rupture » (*Le Métier de sociologue*, op. cit., p. 31). Je me demande s'il ne faudrait pas, aujourd'hui, inverser cette phrase: « A force de rappeler, conformément à la tradition spéculative issue du *Métier de sociologue*, la hiérarchie épistémologique des actes scientifiques qui subordonne le constat à la construction et la construction à la rupture, la communauté sociologique tend aujourd'hui à oublier de plus en plus l'impératif du constat ».

<sup>34</sup> « C'est une constante de l'histoire des idées que la critique du positivisme machinal serve à affirmer le caractère subjectif des faits sociaux et leur irréductibilité aux méthodes rigoureuses de la science ». *Ibid*, p. 26.

<sup>35</sup> Témoin, entre autres, le couple « théorie de la connaissance sociologique » et « théorie du système social » (voir note 29), l'assimilation des concepts aux outils, et réciproquement, l'opposition entre le « fonctionnement réel de l'esprit d'invention » et « la mécanique logique », suivie de la réconciliation de l'*ars probandi* et de l'*ars inveniendi*.

années d'école et la culture classique m'avaient contraint à refouler. Le CSE avait déjà participé, par l'intermédiaire de Jean Cuisenier, à une « Recherche coopérative sur programme » qui réunissait des ethnologues, des historiens, des linguistes et des zootechniciens pour l'étude du système économique de l'Aubrac. Mon entrée à l'INRA coïncidait avec le lancement d'une nouvelle RCP<sup>36</sup>, qui devait appliquer les mêmes méthodes au Châtillonnais. Je partis sur le terrain avec J. Cuisenier et une petite équipe, mi-INRA, mi-CNRS; nous prenions contact avec les maires et les notables locaux, nous faisons des interviews, de l'observation directe, nous amassons des documents, nous tenons scrupuleusement un journal d'enquête. Peu de temps après, j'entrepris de reconstituer l'histoire scolaire et la mobilité géographique et sociale des anciens élèves de l'école primaire du village dont mon père était originaire. C'était une façon d'appliquer la sociologie de l'éducation, côté CSE, à un sujet rural, côté INRA, d'aborder d'une manière nouvelle la question, très politisée, de l'exode rural; c'était peut-être aussi pour moi une occasion d'y voir un peu plus clair dans mes rapports avec ma famille paternelle. Il s'agissait là aussi d'un travail d'équipe; je pouvais constater combien l'aspect collectif des recherches empiriques contrastait avec le caractère individuel des réflexions dont les données qu'elles collectaient étaient le support. Je participais aussi à l'enquête du CSE sur les élèves des Grandes écoles; mais mon étude principale restait l'enseignement technique, qui était le sujet de la thèse que j'avais entreprise sous la direction de R. Aron, qui fut l'objet de mon premier article et un peu plus tard de mon premier livre<sup>37</sup>. J'avais obtenu, grâce à un ami de J.-C. Passeron, le recteur Gérard Antoine, de réaliser une enquête par questionnaire auprès des élèves des Collèges d'enseignement technique (CET) de l'Académie d'Orléans. Pour moi aussi c'était l'occasion d'un apprentissage: de la conception du questionnaire au traitement mécanographique des données (à l'époque par cartes perforées), j'exécutais la série complète des opérations requises par une enquête statistique. Je faisais également, avec Christiane Présenté, des monographies de collèges, des interviews de professeurs et de parents, des observations ethnographiques de cours et d'ateliers; bref, c'est en faisant de la sociologie que j'apprenais mon métier de sociologue.

Plus nous fréquentions les CET, plus nous étions amenés à adopter le point de vue local et indigène sur un milieu avec lequel mon expérience passée m'avait déjà familiarisé, et plus nous étions forcés de constater que la grille théorique dont nous disposions ne s'appliquait pas aussi bien que nous l'aurions pensé à ce que nous observions. Vu de l'extérieur, l'enseignement technique court présentait toutes les caractéristiques d'un enseignement dominé et marginal; il n'était pas difficile de situer les CET, tout à fait en bas et à la périphérie, presque à l'extérieur du système d'enseignement; ils étaient à l'Ecole normale supérieure, section lettres, à partir de laquelle les éléments de théorie dont nous étions pourvus avaient été conçus, ce que la culture technique et utilitaire était à la culture légitime, générale et désintéressée. Mais au niveau des CET, à leur échelle, les hiéar-

<sup>36</sup> Recherche Coopérative sur Programme.

<sup>37</sup> C. Grignon, « Centre d'apprentissage ou collège d'enseignement technique? », *Les temps modernes*, n° 232, septembre 1965, p. 467-485. *Les collèges d'enseignement technique*, thèse de 3ème cycle, Université de Paris, février 1970. *L'ordre des choses. Les fonctions sociales de l'enseignement technique*, Paris, Éd. de Minuit, 1971.

chies dominantes avaient tendance à s'inverser ; l'enseignement général y occupait à peu près la même place que la musique et le dessin dans les lycées. Du fait même de la position des CET, de la distance qui les séparait du sommet du système d'enseignement, l'influence des normes et des valeurs scolaires centrales ne s'exerçait sur eux que d'une manière indirecte et affaiblie, au prix de nombreuses adaptations. Le travail de terrain invitait à étudier en elles-mêmes cette culture scolaire particulière et les cultures populaires qui lui étaient associées (la culture de métier des maîtres d'atelier, la culture locale des parents d'élèves, etc.), à aller plus avant dans leur exploration, à entrer dans la logique propre à ces systèmes de valeurs et de contraintes particuliers. Mais l'étude, non moins empirique, de l'extérieur, de l'envers du décor ethnographique – l'histoire de l'enseignement professionnel, l'analyse des programmes et des instructions officielles et surtout la reconstitution des mécanismes de relégation scolaire dont résultait le recrutement des élèves et des professeurs – invitait, à l'inverse, à considérer les pratiques et les croyances indigènes comme des écarts par rapport aux normes dominantes, comme des réactions qui témoignaient de la force de la domination à laquelle les CET étaient soumis. Les chahuts les plus violents pouvaient encore s'interpréter comme des formes de délinquance culturelle, comme des « hommages que le vice rendait à la vertu ».

Ainsi, les faits que je constatais se prêtaient à deux interprétations contradictoires : on pouvait aussi bien pencher du côté de la théorie, pour laquelle les pratiques populaires se réduisaient aux perturbations d'un modèle établi à partir de la culture (en fait d'une sous-culture) des classes dominantes, que du côté de l'enquête, qui voulait y voir les manifestations et les éléments d'une culture autonome. Cet embarras demandait à être examiné et analysé de plus près ; c'est ce qui nous a conduits plus tard, Jean-Claude Passeron et moi, à faire (alternativement) « l'hypothèse de l'ambivalence », qui postule qu'il n'est aucun trait de culture populaire qui ne soit à quelque degré hanté par la réalité et par le sentiment de la domination, et « l'hypothèse de l'alternance », qui permet de distinguer entre les moments et les lieux où les pratiques populaires sont suffisamment isolées, ignorées ou protégées pour qu'on puisse les considérer dans leur cohérence, et les situations où s'accumulent au contraire les indicateurs de l'intériorisation de la légitimité culturelle<sup>38</sup>. Je pense maintenant qu'il ne faut pas mettre ces deux hypothèses sur le même plan (et encore moins avoir un faible pour la première, même si elle paraît, ce qui n'est pas un hasard, la plus ambitieuse et la plus excitante). « Ambivalence » est une notion ambiguë. Ou bien on veut dire que ce qui est ambivalent présente à la fois deux propriétés incompatibles entre elles, que chacune de celles-ci contient son contraire, qu'elles sont si étroitement mêlées que l'on passe continûment de l'une à l'autre ; « ambivalence » recouvre alors la notion mystique de latence, ce qui interdit par définition toute analyse. Ou bien on dit d'un comportement qu'il est ambivalent quand il présente deux significations contraires, d'un bien qu'il est ambivalent quand il se prête à deux usages opposés, et il faut

<sup>38</sup> C. Grignon, J.-C. Passeron, *Sociologie de la culture et sociologie des cultures populaires*, Paris, Nantes, Documents du GIDES n° 4, 1983. C. Grignon, J.-C. Passeron, *Le savant et le populaire, misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard-Le Seuil, coll. Hautes Etudes, 1989.

distinguer entre les destinataires de ces significations, entre les contextes qui autorisent ou appellent ces usages; on se trouve alors ramené à l'hypothèse de l'alter-nance.

Comme la littérature, comme la philosophie, la sociologie que nous faisons devait s'écrire; pour «dégager la signification» des matériaux que nous avions réunis, pour leur donner ou leur trouver un sens, il fallait les commenter. La comparaison entre *Les Héritiers* (1964) ou *L'Amour de l'art* (1966) et *La Reproduction* (1971) témoigne de l'ambition théorique croissante des ouvrages qui occupaient le sommet de la hiérarchie du Centre et qui étaient pour nous des modèles. La valeur reconnue à un ouvrage dépendait du degré auquel il participait des styles élaborés par Bourdieu et par Bourdieu-Passeron, styles inimitables mais aussi styles à imiter, styles d'école par lesquels la sociologie du Centre s'opposait à toutes les autres. Par des répétitions qui faisaient de mots et d'expressions choisis des signes de reconnaissance et de ralliement, ces styles s'apparentaient à une langue de bois politique; par leur obscurité et leur complication, par des emprunts non moins récurrents au latin et au grec, par la longueur et la lourdeur scolastiques des phrases (style Bourdieu), c'était une langue ésotérique, qui procurait des satisfactions de vanité quasi religieuses aux initiés qui se croyaient les seuls à en avoir percé le mystère. Plus profondément, comme tout style qui parvient à s'imposer, ils faisaient dépendre le sens de la forme: on avait l'impression que les vérités auxquelles Bourdieu et Bourdieu-Passeron étaient parvenus ne pouvaient pas être formulées autrement. De ce point de vue, la sociologie du Centre n'était pas plus formaliste que les sciences formelles: il y a longtemps que les propositions de la physique ne peuvent s'exprimer sans déperdition de sens que dans le langage mathématique dans lequel elles ont été conçues. Malheureusement ce style était inséparable de la personne de ses auteurs, ce qui est le contraire d'une langue universelle; il ne s'apprenait pas, on pouvait seulement s'essayer à le reproduire par mimétisme.

Nous ne concevions pas que la sociologie puisse être une science si elle n'était pas une science «comme les autres». Derrière la souplesse argumentative du *Métier de sociologue*, on trouve un alignement forcé de la sociologie sur les sciences de la nature, un déterminisme venu de la physique newtonienne, une théorie de la causalité (à chaque effet une cause et une seule) directement héritée de Durkheim et de Simiand. Pour échapper à l'accusation de positivisme (naïf), pour adapter ce déterminisme mécanique à «l'espace social», on se contentait de le tempérer par une pincée, ou plutôt un semblant de probabilisme: on admettait que les lois qui régissent les rapports sociaux sont seulement «tendancielles», on compensait le «champ» par «l'habitus». Nous étions déterministes pour être rigoureux, comme si la rigueur de lois universelles, s'appliquant en tout temps et en tout lieu, rejaillissait sur le sociologue et garantissait sa propre rigueur et son infaillibilité; la réputation de scientificité de la sociologie de Bourdieu s'est gagnée à la faveur de cette référence spontanée à un état dépassé et pour une part mythique de l'épistémologie des sciences de la matière. Nous jugions qu'il fallait accorder le primat à la théorie parce que nous entendions implicitement par théorie une théorie scientifique, semblable à une théorie physique et jouant le même rôle. Cet idéal épistémologique inaccessible et inapproprié nous empêchait de voir qu'à sa faveur se développait, en fait de théorie scientifique, un système personnel visant à appréhender la société dans son ensemble et à réduire d'emblée la

variété des faits sociaux à un petit nombre de traits érigés en principes organisateurs et explicatifs. Les partis pris interprétatifs de départ, les « jeux de l'esprit » et les « anticipations »<sup>39</sup> se retrouvent sans doute dans toutes les sciences, dans les moments d'invention créatrice. Une vision globale de la société peut faire illusion, ressembler de loin à une théorie scientifique universelle, évoquer et même emprunter une démarche déductive en partant elle aussi d'un petit nombre de « postulats » et d'« axiomes ». Mais « où est la science qui donne un système complet même des faits qu'elle étudie ? De ces systèmes, il n'en est qu'en philosophie »<sup>40</sup>.

La nature des théories qui s'élaboraient au CSE dépendait de l'usage auquel elles destinaient les données empiriques, du degré auquel elles demandaient à l'enquête de leur fournir un support, une matière (comme le dit très bien le terme de « matériel »), ou au contraire les éléments qui permettraient de décider entre des tentatives d'interprétation concurrentes. Au lieu de sélectionner et de convoquer, plus ou moins consciemment, les faits conciliants susceptibles d'illustrer et de confirmer la grille interprétative dont nous partions (ou d'exhiber des faits apparemment rebelles pour montrer qu'en définitive, contre toute attente, ils se laissaient eux aussi ramener au schéma qu'on avait en tête), comme nous y poussait naturellement notre culture littéraire, et particulièrement la pratique invétérée de l'explication de textes, il aurait fallu se mettre délibérément, sans relâche ni repos, à la recherche des « faits récalcitrants », capables d'infirmer nos intuitions de départ et d'en faire ainsi des hypothèses susceptibles d'être rejetées. Faute de quoi on risquait fort, comme y invitait le prestige de la psychanalyse ou du marxisme, de prendre pour une théorie générale de la société un système de pensée fondé sur une vision personnelle du monde. Ce genre de pseudo-théorie, vouée par principe à avoir toujours raison, est exactement l'inverse, dans sa démarche et dans son aboutissement, de la théorie scientifique dont nous avons l'ambition ; si elle emporte la conviction et soulève l'enthousiasme, c'est parce qu'elle reste, à la manière d'une création littéraire ou artistique, la projection d'un tempérament sur la réalité, la résorption de celle-ci dans la singularité d'une subjectivité exacerbée<sup>41</sup>. Outre qu'elle fait passer la sociologie du côté des savoirs herméneutiques qui se constituent autour de la personnalité d'un maître à penser, cette manière de théoriser empêche la sociologie de développer les théories dont elle est capable et

<sup>39</sup> M. Mauss, *Œuvres*, Paris, Ed. de Minuit, 1969, t. III, p. 296.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Sur le dogmatisme inhérent aux herméneutiques personnelles et sur le délire d'interprétation qui les guette, cf. G. Lanteri-Laura, « Etude clinique des aspects divers de la paranoïa », *Perspectives psychiatriques*, n° 7, mars-avril 1964, pp. 19-25. « On emploie la locution de fausseté du jugement pour dire que ces sujets, même quand leur intelligence est de valeur, ne peuvent plus s'en servir quand ils se trouvent eux-mêmes en cause : le doute leur reste aussi étranger que l'autocritique ». « Le patient éprouve une perte progressive puis totale de l'expérience vécue, de la contingence : plus rien n'arrive au hasard, tout s'avère porteur d'un sens d'abord caché, puis éclatant (...) Cette exclusion de la contingence est vécue dans la forme de l'interprétation qui devient la manière fondamentale et exclusive dont il appréhende le réel : tout a un sens pour lui, tout veut dire quelque chose (...) l'interprétation tire une conclusion délirante d'une conclusion exacte, elle est vécue, avec une évidence absolue, elle se repère aux thèmes du délire et elle se fonde sur des liens de plus en plus lâches de contiguïté et de comparaison, utilisant parfois des analogies phonétiques et des jeux de mots ».

dont elle a besoin ; elle conduit en effet à faire l'économie ou plutôt le sacrifice du « travail subséquent qui tend à transformer ces intuitions successives en systèmes et à construire, avec les faits toujours récalcitrants, un édifice plus ou moins harmonieux »<sup>42</sup>.

A un niveau inférieur apparaissent aussi des sociologies engagées, appuyées sur des enquêtes statistiques dont l'objectivité semble garantir celle d'une interprétation dans laquelle il est en fait particulièrement difficile de déterminer le point où l'on se satisfait de la découverte des régularités attendues et où commence l'oubli des résultats contrariants. Dès le début des années 1970, on pouvait voir Christian Baudelot, qui s'était converti au maoïsme et qui avait rompu avec le Centre et (provisoirement) avec Bourdieu, se mettre à enrôler les statistiques au service d'une cause et à passer en revue des faits qui n'avaient plus qu'à s'aligner sur une thèse, comme à la parade<sup>43</sup>.

### ACTES DE LA RECHERCHE

Mai 68 me surprit (je ne fus pas le seul) dans le Châtillonnais. Je revins à Paris à temps pour participer, aux côtés de Jean-Claude Passeron, à la manifestation du 13 mai, et à la rédaction d'une pétition, ronéotée séance tenante au Centre. C'était une tentative un peu péremptoire, mais très raisonnable pour faire servir la sociologie à la clarification, plus que jamais nécessaire, du débat politique, et je pense que je la signerais volontiers aujourd'hui encore. Il m'arrive souvent de rappeler, à propos des travaux de l'Observatoire de la vie étudiante, qu'« en limitant la réflexion et l'action à l'enseignement supérieur où les jeux sont déjà faits, et depuis longtemps, on s'interdit toute transformation réelle de l'enseignement, y compris de l'enseignement supérieur » et que « l'appartenance à une même classe d'âge, ou, plus encore, à la condition étudiante ne peut effacer magiquement les différences entre les classes sociales » ; je vois même de plus en plus (avec l'âge) « tout ce que peut enfermer de mépris l'exaltation puérile des vertus propres de la jeunesse qui n'est que déploration sénile d'une jeunesse manquée »<sup>44</sup>. Ces propositions, comme la ligne que nous entendions tenir et l'attitude que nous adoptions, ne se laissaient pas facilement aligner sur les positions du débat politique dans lequel nous ne pouvions pourtant nous empêcher d'intervenir. Elles témoignent de notre indépendance, mais aussi, par leur simple existence, du degré auquel notre vie professionnelle et intellectuelle était politisée et auquel cette politisation allait de soi, s'imposait à nous sans même que nous en prenions conscience. Mai 68 radicalisa le clivage politique qui était à nos yeux un des éléments essentiels de l'opposition entre P. Bourdieu et R. Aron et le fit passer au premier plan. Il nous parut qu'Aron était passé de la droite intelligente à l'extrême droite, et qu'il n'était plus possible de cohabiter et de collaborer avec lui sans trahir nos principes (je suppose qu'il nous prenait de son côté pour des gauchistes absurdes et peut-être dangereux).

<sup>42</sup> M. Mauss, loc. cit.

<sup>43</sup> Voir *L'Ecole capitaliste en France*, Paris, Maspéro, 1971, et la suite (*Allez les filles, Le niveau monte*).

<sup>44</sup> Cette dernière remarque a disparu dans la version finale du manifeste, publiée in Sylvain Zegel, *Les idées de mai*, Paris, Gallimard, 1968.

Nous résolûmes, Monique de Saint-Martin et moi-même, de lui signifier que nous ne voulions plus être inscrits en thèse avec lui. Il nous reçut entre deux visiteurs terrorisés par les événements et nous répondit en sifflotant *l'Internationale*.

La rupture avec R. Aron a sans doute précipité l'évolution du Centre, qui, après la publication de *La Reproduction* et la prise de distance de Jean-Claude Passeron, devint plus que jamais le Centre de Bourdieu. Loin de l'inverser ou au moins de la freiner comme je l'avais espéré, le lancement d'*Actes de la recherche en sciences sociales* l'a rendue irréversible. La création de « la revue », comme nous disions, fut résolue au début de 1974; l'année fut occupée en grande partie à sa préparation et à la réalisation du premier numéro. Il fallait pour commencer trouver un titre; nous avions d'abord pensé à *Actes*, mais le titre était pris. Réaliser une revue par nos propres moyens, les moyens du bord – de notre bord – n'était pas seulement un défi et une prouesse (on allait « leur » montrer de quoi nous étions capables); il fallait à la fois la fabriquer et la concevoir, c'était l'occasion idéale d'appliquer nos principes, de réunir et de réconcilier la théorie et la pratique, plus modestement de cultiver les aspects pratiques et artisanaux d'un projet intellectuel. Le lancement de la revue nous mobilisait, relançait notre dynamisme, notre dévouement, notre ascétisme. En partie par nécessité, en partie par souci d'indépendance, nous avons opté pour la diffusion militante; nous placions des abonnements, nous démarchions des libraires. Il s'agissait de réunir toutes les compétences qui étaient à notre portée, d'exploiter au mieux les moyens techniques dont nous disposions. Comme en témoignent la présentation et l'esthétique « pauvre » des premiers numéros, nous cherchions constamment à « faire de nécessité vertu », c'est-à-dire à obtenir un rendement symbolique maximum de moyens matériels réduits, voire négligeables, à renverser la situation en revendiquant nos handicaps; nous sommes allés ainsi jusqu'à prétendre, dans la présentation du premier numéro, qu'il fallait abandonner « l'alignement à droite » – mais pas à gauche ! – « de la typographie » parce qu'il faisait partie « des formalismes les plus évidemment rituels ».

J'étais sensible aussi à l'impertinence de la revue, à l'insolence de ses trouvailles insolites, à son humeur provocatrice, sans voir à quel point cet anticonformisme, qui correspondait à la fois à notre jeunesse et à l'atmosphère soixante-huitarde dans laquelle nous baignions, la rattachait à la tradition des révolutions littéraires, artistiques et intellectuelles. Comme toutes les revues d'avant-garde, *Actes de la recherche* ne devait ressembler à rien de connu (surtout pas à une revue d'avant-garde). La nouvelle revue se distinguait au premier coup d'œil des revues académiques par sa présentation, par son format et surtout par la place accordée à l'illustration, en particulier à la photographie, aux images de magazine, aux fac-similés d'articles de journaux ou de prospectus. On entendait ainsi « faire voir, parfois par un simple effet graphique, ce qui se cache dans l'existence quotidienne »; pour « rompre le charme de la croyance » la science sociale devait « non seulement démontrer mais aussi montrer »; il fallait « opposer la violence symbolique à la violence symbolique » et « livrer les armes du sacrilège pour donner réellement accès à la connaissance d'objets qui sont le plus souvent investis de toutes les valeurs du sacré »<sup>45</sup>. Dans la mesure où ils tournaient en dérision les hiérarchies

<sup>45</sup> *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°1, janvier 1975, présentation.

culturelles et où ils permettaient d'en dénoncer l'arbitraire d'une manière plus percutante et auprès d'un public plus large, ces procédés satiriques correspondaient au programme critique du Centre ; mais ils étaient sans doute beaucoup plus proches de la critique sociale, vers laquelle ils nous ramenaient, que de la critique sociologique proprement dite.

La souplesse et la liberté expressives de la revue nous invitaient à nous moquer des convenances universitaires et du sérieux professoral, à emprunter les techniques et l'état d'esprit (supposé) du journaliste et du photographe, à faire de la sociologie sinon en s'amusant du moins en se jouant, à réaliser des sortes de reportages sociologiques ou ethnographiques. Tout ceci était excitant, stimulant et parfois fécond. Mais « l'effet revue » poussait à publier, à privilégier les idées de recherche qui pouvaient donner matière à publication et à publication rapide, à la limite à n'avoir pas d'autres idées de recherche que celles-là<sup>46</sup>. La compétition dont la revue était l'enjeu obligeait à écrire et à écrire vite, et à dépêcher en conséquence les tâches empiriques, voire à s'en débarrasser, à préférer l'ethno-minute à l'enquête de terrain, l'interview légère, vite passée et vite exploitée, à l'enquête statistique. Le lancement et le succès d'*Actes de la recherche* coïncident avec l'abandon des grands chantiers empiriques. L'importance accordée à l'illustration conduisait de plus en plus à faire un usage purement rhétorique des « fragments de réalité » et des « documents bruts » qui tenaient lieu de matériel empirique. Les libertés que nous avions prises devenaient des facilités qui nous ramenaient vers la sociologie journalistico-littéraire avec laquelle nous avions voulu rompre ; se donner le droit et la possibilité de montrer, c'était se dispenser de démontrer. A notre manière, à notre niveau, nous comptions nous aussi sur le choc des photos et sur des images suffisamment frappantes pour emporter la conviction du lecteur et l'amener à croire à notre évangile sociologique. En cédant à ces facilités, nous nous enfermions dans un cadre plus étroit et plus contraignant que celui dont nous étions sortis. Au lieu de se plier aux règles conventionnelles mais générales et standard dont nous avions voulu nous affranchir, il fallait désormais obéir à des normes locales et particulières qui n'étaient pas moins arbitraires et beaucoup plus tyranniques. La revue contribuait d'une manière décisive à styliser et pour finir à uniformiser la pensée du Centre, en la présentant à l'extérieur sous une forme typée, emblématique et immédiatement reconnaissable, en faisant de la forme, à l'intérieur du groupe et dans son entourage immédiat, un critère essentiel d'appréciation des textes. Le « style revue » reposait sur la combinaison d'un petit nombre de procédés de présentation, de tropes obligés et de *shibboleth*, ce qui le rendait facile à reconnaître, mais aussi relativement facile à imiter ; c'est sans doute pourquoi le succès ultérieur de la revue a contribué à attirer au Centre, une fois révolue la période de l'invention militante, une génération de répétiteurs et de copistes dont la tâche consistait à appliquer la doctrine à la lettre.

En fondant sa revue, Bourdieu renforçait l'opposition entre son Centre et l'extérieur. Il allait de soi que nous réservions nos papiers à *Actes* ; on ne pensait même plus à proposer un article ailleurs, surtout pas à la *Revue française de sociologie*. Du reste il y avait peu de chances pour que les autres revues acceptent nos textes ;

<sup>46</sup> « Il est des gens qui aiment publier, qui aiment inculquer leurs idées aux autres, qui ne pensent que pour écrire, et qui n'écrivent que pour publier ». P. Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Paris, Gallimard, 1962 [1945], p. 285.

il suffisait d'être proche de Bourdieu, « d'appartenir » au Centre (ou d'être réputé tel) pour être « marqué » et mis à l'écart. Nos exigences, notre intransigeance paraissaient intolérables, notre rejet de ce qui était communément admis nous faisait rejeter par le milieu sociologique; comme il est de règle, on faisait payer et expier la piétaille à la place de son chef. A ses débuts, quand son succès était loin de paraître assuré, la revue n'attirait guère d'auteurs extérieurs au Centre; elle les repoussait plutôt, comme en témoignent les sommaires des premiers numéros<sup>47</sup>. La création d'*Actes de la recherche* a probablement eu pour effet de polariser un milieu sociologique déjà divisé en écoles rivales; elle a certainement contribué à renforcer les tendances sectaires du Centre. En nous coupant un peu plus de l'extérieur, la revue augmentait encore la cohésion, l'intégration et la discipline du groupe, elle nous forçait à nous rassembler et à nous serrer toujours plus étroitement autour de son chef. Dans le même temps, la concurrence dont elle était l'enjeu radicalisait les rivalités et les luttes d'influence à l'intérieur du Centre. En dépit de ses airs affranchis, la présentation de la revue respectait l'étiquette traditionnelle, entre autres en ce qui concerne l'ordre des articles, avec en vedette, à la place d'honneur, l'article de tête. La revue était faite par le Centre, mais c'était la revue de Bourdieu, et du seul Bourdieu; c'était un ouvrage collectif, mais une œuvre anonyme. Le seul nom à apparaître sur la couverture était celui de Bourdieu, directeur; il n'était même pas fait mention du CSE dans « l'ours » (la parution d'*Actes* a sans doute contribué à inciter Jean-Claude Passeron, qui s'était déjà éloigné après la publication de *La Reproduction* et qui ne lui donna malgré mon insistance aucun texte, à prendre encore plus ses distances). Bourdieu surveillait de très près les signes qui auraient pu donner à penser que sa revue était aussi, si peu que ce soit, la revue de quelques autres, pire encore la revue de quelqu'un d'autre. La deuxième année de la revue (1976) vit l'influence croissante de Luc Boltanski, qui y avait beaucoup publié, qui contrôlait le secrétariat de rédaction et l'équipe technique, qui cosignait avec Bourdieu (mais quand même après lui, en dépit de l'ordre alphabétique) « La production de l'idéologie dominante » (dans le numéro de juin)<sup>48</sup>. Boltanski avait réussi à imprimer sa marque à la revue par l'intermédiaire du « style fanzine » ou « B.D. » qui le caractérisait en propre et qu'il avait fait adopter par Bourdieu lui-même pour sa « lecture de Marx », dans le dernier numéro de 1975<sup>49</sup>; à partir de ce numéro le nom de Boltanski apparaît à la « Rédaction » de la revue. Stratégie des petits pas, savamment graduée: cette « Rédaction » mystérieuse était mystérieusement issue du secrétariat de la revue.

C'était pourtant un pas de trop. Bourdieu décida de stopper Boltanski, de reprendre sa revue en mains, et fit pour cela appel à moi, plutôt qu'à Chambore-

<sup>47</sup> L. Boltanski eut le plus grand mal à obtenir de B. Mottez, qui travaillait au Centre d'Etudes des Mouvements Sociaux, c'est-à-dire « chez Touraine », la caution d'une courte note, qu'il tenait beaucoup à voir figurer dans le premier numéro.

<sup>48</sup> L. Boltanski avait déjà évincé J.-C. Chamboredon, qui assurait en 1965 le secrétariat général du Centre (côté Bourdieu) avec Dominique Schnapper (côté Aron). La nouvelle plaquette, éditée en 1972, mentionne que le CSE « est dirigé par P. Bourdieu, directeur d'études à l'EPHE, assisté de L. Boltanski, maître-assistant à l'EPHE et de M. de Saint-Martin, chef de travaux à l'EPHE ».

<sup>49</sup> P. Bourdieu, « La lecture de Marx : quelques remarques critiques à propos de 'quelques remarques critiques à propos de Lire le capital' », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, novembre 1975.

don qui, peut-être instruit par l'expérience, s'était tenu *volens volens* en retrait. Bourdieu parvint à retourner la relation amicale mais ambiguë, constamment troublée par la rivalité et la méfiance, que j'entretenais avec Boltanski ; il faut reconnaître que ce dernier avait fait tout ce qu'il fallait pour lui fournir des arguments. Il ne fait aucun doute que Bourdieu se servait de moi, et je ne mis pas longtemps à m'en rendre compte ; mais sur le moment, je ne voulais pas m'en apercevoir, ou du moins je ne voulais pas en tenir compte. J'avais pour cela des raisons qui aujourd'hui encore me paraissent bonnes. Laisser faire Luc Boltanski, c'était accepter que la revue s'aligne sur le modèle que celui-ci avait en tête et qu'on y retrouve pour finir les poncifs des revues d'avant-garde : recherche de l'effet, goût du bluff et du trucage (sous couvert d'anti-conformisme et d'audace intellectuelle), volonté sempiternelle d'épater le bourgeois (sous couvert de rompre avec le sens commun), culte de l'imposture réussie, considérée comme prouesse et chef-d'œuvre suprêmes. Je commençai par changer la fabrication et la présentation de la revue, qui était, matériellement, très difficile à lire (ce n'était pas un hasard si l'on avait sacrifié le texte à l'image, la lisibilité à la visibilité, la fonction à la forme). J'obtins la modification de « l'ours », le remplacement de la « Rédaction » et de la signature de Boltanski par la mention « Centre de Sociologie Européenne ». Il s'agissait là d'un choix épistémologique : ou bien *Actes de la recherche* s'inscrivait dans la tradition des revues destinées à la promotion et à la célébration de l'œuvre personnelle d'un maître à penser ou d'un chef d'école littéraire et s'absorbait dans la culture lettrée dont nous avions voulu sortir, ou bien c'était la revue d'une équipe et l'on pouvait encore espérer qu'elle corresponde, par son organisation et son fonctionnement, à la nature collective du travail scientifique.

Sur cette question cruciale je ne m'opposais pas seulement à Boltanski. Une fois ma mission accomplie, Bourdieu n'avait plus besoin de moi. Nos relations devinrent de plus en plus tendues, de plus en plus instables, et, pour moi, de plus en plus difficiles à supporter. Comme je pouvais m'y attendre, je me retrouvais dans la même position que Boltanski, accusé d'avoir voulu, comme lui, m'emparer de la revue, en butte à l'hostilité de ses anciens sympathisants qui travaillaient à tourner contre moi le Centre que j'avais voulu défendre. Je pouvais de moins en moins croire que celui-ci pourrait fonctionner à la manière d'une équipe de recherche ; « l'atelier » que Bourdieu m'avait chargé d'organiser en parallèle avec le séminaire du Centre (le sien) était systématiquement décommandé et discrédité. Aucune ligne de partage n'était claire, aucune sympathie, aucune alliance n'étaient sûres. Jean-Claude Chamboredon était lui aussi de plus en plus en plus décidé à prendre ses distances ; on me reprocha d'avoir sur lui une mauvaise influence. Bourdieu ne me pardonna pas le succès médiatique de mon article « Sur les relations entre les transformations du champ religieux et les transformations de l'espace politique », auquel P. Viansson-Ponté avait consacré sa chronique et que j'avais eu la maladresse de publier en tête du quatrième numéro de 1977<sup>50</sup>. J'essayais pourtant encore de maintenir ma relation avec le Centre, de ne pas en partir complètement. Nous eûmes, Jean-Claude Chamboredon et moi, plusieurs tentatives d'explication avec Bourdieu. Une dernière réunion nous fit comprendre

<sup>50</sup> *Le Monde*, 2-3 octobre 1977.

que la rupture était inévitable, que « le Centre était mort », comme je le notai dans mon journal ; nous eûmes la délicatesse d'attendre que Bourdieu soit élu au Collège de France pour envoyer à François Furet, alors président de l'EHESS, la lettre par laquelle nous l'informions de notre départ<sup>51</sup>.

### LES CULTURES POPULAIRES

Je retrouvai à l'INRA, qui commençait enfin à s'y intéresser, l'étude des consommations et des habitudes alimentaires, à laquelle je m'étais mis dès 1972. Elle me ramenait, sous l'angle nouveau de la sociologie des goûts, aux questions embarrassantes que j'avais déjà rencontrées dans mes recherches sur l'éducation. On peut à la rigueur considérer la « grande cuisine » comme une « pratique quasi légitime » ou « en voie de légitimation », au même titre que la « haute couture » ; mais la théorie weberienne de la légitimité, déjà étendue de l'Eglise à l'Ecole et de la culture scolaire à la culture savante, perdait complètement sa force explicative quand on essayait de l'étendre aux aspects les plus matériels de la culture quotidienne comme l'alimentation ordinaire. Il en allait de même pour le schème weberien de la distinction : plus on descend dans la hiérarchie sociale des consommations, plus on s'éloigne des pratiques et des goûts dominants, et plus les analyses qui s'en inspirent perdent leur pertinence et leur richesse. J'étais donc forcé de constater que les dispositifs interprétatifs en vigueur au CSE n'avaient pas de prise sur les consommations les plus fréquentes, celles qui intéressent le plus grand nombre de consommateurs ; dès lors qu'on ne retenait que les pratiques les plus rares et les plus légitimes, la pyramide des faits sociologiques reposait sur sa pointe ; elle était exactement l'inverse de la pyramide des faits sociaux.

J'évoquai ces questions avec Passeron, à l'occasion des déjeuners qui nous réunissaient régulièrement, avec Chamboredon, au café Rostand. Nous décidâmes d'en faire l'objet d'un séminaire qui se tint à l'EHESS en 1982. La discussion mit en évidence la dérive qui conduit la sociologie légitimiste des goûts à adopter « un point de vue qui coïncide exactement avec celui des dominants pour décrire les rapports de domination entre les classes » et à décrire les pratiques populaires par défaut, « en termes d'écarts à la norme, de retard culturel, de 'simili' ou d'allo-doxia' »<sup>52</sup>. La sociologie de la culture est sans doute plus qu'une autre tiraillée entre les obligations opposées du relativisme et du réalisme. D'un côté, le sociologue pose en principe l'arbitraire culturel des goûts : pour rompre avec l'ethnocentrisme dominant, il faut commencer par admettre que tous les goûts et que toutes les pratiques se valent, indépendamment de la « valeur » et de la « qualité » des biens symboliques auxquels les différentes classes sociales ont accès. Mais il postule aussi l'existence d'une hiérarchie sociale des goûts et des pratiques, qu'il se propose de reconstituer en classant les produits et les œuvres en fonction de la nature et du niveau des ressources requises pour leur production et pour leur

<sup>51</sup> « Et ce fut tout », ou presque ; on nous envoya quelques ambassades (dont Jeannine Verdès-Leroux) ; *L'Ordre des choses* disparut du catalogue des Editions de Minuit, etc.

<sup>52</sup> C. Grignon, J.-C. Passeron, *Le savant et le populaire, misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, op. cit., pp. 118, 47.

consommation; ainsi, le déchiffrement adéquat de la peinture ou de la musique savantes demande une compétence particulière transmise par l'éducation. L'idée selon laquelle il existe des différences objectives de qualité entre les pratiques se réintroduit ainsi par l'intermédiaire du constat des inégalités sociales (économiques et surtout culturelles) devant la culture. La restauration du sentiment ethnocentrique de l'inégalité des cultures peut aussi s'appuyer sur le retournement du relativisme anthropologique: puisque tous les biens et tous les goûts se valent, leur valeur dépend uniquement de leurs positions respectives dans la hiérarchie sociale. Les plus belles choses, le meilleur goût ne sont jamais que les attributs des dominants; mais, réciproquement, les biens réservés aux dominants, leurs goûts sont toujours les meilleurs; les biens accessibles aux dominés, leurs goûts sont toujours les moins bons. La combinaison incontrôlée du relativisme et du réalisme aboutit ainsi à une sorte de fatalisme sociologique. Du constat que la valeur socialement attribuée aux pratiques culturelles dépend de la position sociale des groupes qui les produisent, on revient à l'idée selon laquelle la teneur symbolique des cultures décroît à mesure que l'on descend dans la hiérarchie sociale, les cultures populaires étant par définition les moins riches en significations. Le goût dominant se retrouve légitimé à un niveau supérieur, par une critique sociologique qui s'abstient en principe de tout jugement de goût, mais qui adopte en définitive son point de vue.

Pour étudier l'alimentation du plus grand nombre, les études de cas, les portraits individuels et les ethnographies minutes ne suffisent pas. Je renouai les contacts que j'avais pris avec l'INSEE et obtint, de l'un et l'autre partenaires, que l'INRA soit associé à l'enquête sur la consommation alimentaire des Français que l'INSEE réalisait depuis 1966. Je ne regrette pas le temps que j'ai passé à étudier la technique de cette enquête; outre que cet apprentissage m'a beaucoup servi pour la réalisation ultérieure des enquêtes de l'OVE, c'était un bon exercice d'épistémologie appliquée. En entrant dans le détail de la nomenclature des produits, du carnet d'approvisionnement remis aux ménages, du stockage informatique des données, etc., je pouvais mesurer à la fois l'écart entre mes questions et les réponses que je pouvais attendre et la capacité de rectification de l'enquête, la résistance qu'elle opposait à mes intuitions et à mes a priori interprétatifs. Les enquêtes de l'INSEE portent presque exclusivement sur les approvisionnements; pour essayer d'en savoir plus sur la relation entre les goûts et les consommations<sup>53</sup>, je réalisai, avec Christiane Grignon, une enquête auprès des lecteurs de *50 millions de consommateurs* (nous avons également contacté, mais sans succès, *Que Choisir* et la revue *Gault et Millau*). Une autre enquête, faite à la demande du CNOUS<sup>54</sup>, nous permit un peu plus tard d'étudier le « modèle des repas », et plus particulièrement ses aspects chronologiques (durée, horaires, place dans l'emploi du temps de la journée). Pour exploiter ces enquêtes, il fallait faire appel à une informatique de plus en plus perfectionnée. Les choses avaient déjà beaucoup changé depuis le temps où nous traitions l'enquête sur les élèves des CET sur la trieuse du Centre de calcul du CNRS; c'était encore les cartes perforées, mais

<sup>53</sup> Sur la différence entre « goûts de fait » et « goûts d'opinion », cf. C. Grignon, « Les enquêtes sur la consommation et la sociologie des goûts », *Revue Économique*, 1988, n° 1, p. 15-32.

<sup>54</sup> Centre National des Œuvres Universitaires et Scolaires.

c'était le début des logiciels capables de traiter « les grands tableaux » dont nous avions besoin. La micro-informatique commençait elle aussi à faire son apparition; elle allait bientôt transformer nos conditions individuelles de travail, d'abord pour la rédaction et le classement, ensuite pour l'exploitation des données. Comme le montrent les abus interprétatifs et rhétoriques auxquels l'analyse factorielle des correspondances a pu conduire, la puissance sans cesse croissante des moyens de calcul que nous avons à notre disposition était une raison suffisante pour s'efforcer de mieux les connaître. L'évolution des théories sociologiques est loin d'avoir suivi le progrès des techniques, qui semble avoir plutôt renforcé l'opposition entre les sociologies « qualitatives », de plus en plus « littéraires » ou « philosophiques », et les sociologies « quantitatives », trop souvent portées à un usage automatique des méthodes statistiques et des moyens de calcul.

\*

A l'époque, l'alimentation n'était pas un enjeu politique déterminant, comme elle l'avait été au lendemain de la guerre et comme elle allait le redevenir à la suite de la crise de la « vache folle »; mais c'était un « sujet de société » caractéristique de la culture française, un thème familier, facile et bon enfant qui se prêtait à des considérations savantes, un sujet de conversation et de dissertation, bref un sujet médiatique. Notre article de la *Revue française de sociologie* fit l'objet d'une chronique du *Monde* et d'un article du *Nouvel Observateur*<sup>55</sup>; un peu plus tard un autre article, paru pourtant dans une revue très spécialisée<sup>56</sup> fut repris par une dépêche de l'agence France-Presse qui déclencha, de *l'Humanité* (avec un dessin de Wolinski) au *Figaro* et des *Nouvelles Littéraires* au *Maine Libre* une cascade d'articles suivis d'émissions de radio et de télévision. Cette épiphanie nous surprit; contrairement à ce que voulaient croire les envieux qu'elle nous valut, nous ne l'avions pas « cherchée »<sup>57</sup>. Il n'y a pas lieu de se dérober systématiquement aux demandes des journalistes, encore moins de faire mine et profession de refuser ce que l'on attend d'eux, de se faire une spécialité de la critique des media tout en reprochant à celles-ci de ne jamais se faire suffisamment l'écho de votre vertu farouche; je soupçonne le mépris à l'égard de la presse et de l'opinion publique d'être l'expression d'une suffisance rivale, propre aux intellectuels, et de cacher un mépris théocratique pour la démocratie. Mais les sciences sociales ne semblent guère en état de contrôler les effets de la médiatisation à laquelle elles sont directement exposées. L'appétit de notoriété et de réussite mondaine incite les sociologues et les historiens à anticiper sur la demande des media, à sélectionner plus ou moins consciemment les sujets susceptibles de captiver leur attention, et, plus insidieusement, à adopter un style de recherche, une manière de penser et d'écrire capables de leur convenir et de leur plaire. Plus un sujet est évocateur, plus il est difficile de se refuser à anticiper les réactions du public, de ne pas préférer incons-

<sup>55</sup> C. Grignon, Ch. Grignon, « Styles d'alimentation et goûts populaires », *Revue française de sociologie*, XXI (4), 1980, p. 531-569.

<sup>56</sup> C. Grignon, Ch. Grignon, 1981, « Alimentation et stratification sociale », *Cahiers de nutrition et de diététique*, XVI (4), décembre, p. 207-217.

<sup>57</sup> Comme il est dit dans la Bible, citée par M. Mauss, *Œuvres*, op. cit., t. 3, p. 241.

ciemment les analyses et les constats les plus capables de susciter ou de réveiller des jugements de valeur ; c'est le cas de tout ce qui a trait à la culture quotidienne, aux modes de vie, et en particulier à l'alimentation, qui semble attirer parmi les sociologues les vocations tardives de journaliste.

C'est sans doute pourquoi il n'est pas facile de donner une orientation scientifique un peu ferme et durable à une revue de sciences humaines spécialisée dans l'alimentation<sup>58</sup>. *Food and Foodways* était au départ une revue d'historiens, mais à vocation interdisciplinaire ; Maurice Aymard, qui en avait eu l'idée, me présenta à ses deux partenaires, Steven Kaplan, professeur à Cornell, et Jean-Louis Flandrin. Ce dernier me demanda d'entrée de jeu si j'étais marxiste ; je m'enquis de ce qu'il entendait par là et l'assurai que ma sympathie scientifique allait plutôt, en matière d'histoire, à l'école des *Annales* et à Fernand Braudel. Il m'invita pourtant chez lui, où il donnait des « dîners historiques » qui faisaient penser, de loin, à ceux de Pierre Loti<sup>59</sup>. Le conflit entre Flandrin et Kaplan, l'un comme l'autre décidé à régner en maître sur la revue, ne se fit guère attendre. Ma préférence allait sans hésiter à S. Kaplan, qui représentait l'histoire fondée sur le dépouillement des archives (homologue de la sociologie fondée sur l'enquête statistique) par opposition à une histoire de seconde main, réduite au commentaire de textes, et l'histoire de l'alimentation quotidienne et populaire par opposition à une histoire centrée sur la gastronomie et l'alimentation des « élites »<sup>60</sup>. *Food and Foodways* n'a jamais cessé d'être confrontée à l'antagonisme entre ceux qui, prenant au mot et au sérieux son programme, voulaient en faire une revue scientifique, et ceux qui s'intéressaient avant tout, personnellement, à l'alimentation, à la « nourriture » ou à la « cuisine » et ne concevaient même pas qu'on puisse renoncer à tirer tout le parti possible de l'intérêt que ces sujets éveillaient chez les « gens de goût » – « amateurs », « curieux », « gourmands », « gastronomes » et « gourmets » – aux-

<sup>58</sup> « En résumé la pensée pré-scientifique est 'dans le siècle'. Elle n'est pas régulière comme la pensée scientifique instruite dans les laboratoires officiels et codifiée dans les livres scolaires ». G. Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1980, p. 28.

<sup>59</sup> « [D'Occagne] raconte spirituellement le dîner Louis XI de Loti à Rochefort, où il a assisté avec sa femme en compagnie d'une trentaine de personnes. (...) Pour ce repas, il avait fait venir un cuisinier de Paris et tous les jours, pendant un mois, à l'effet de le faire rétrograder dans la cuisine d'il y a quatre siècles, il lui avait fait cuisiner un plat d'après *Le Viandier* de Taillevent. A ce repas, on devait parler le vieux français des *Contes drôlatiques* de Balzac, à défaut de l'autre, et on mangea avec ses doigts sur des assiettes faites d'une miche de pain coupée en deux. Deux choses dans cette restauration de la mangeaille archaïque empoisonnèrent le bonheur de l'amphytrion : le speech de Mme Adam, qui ne fut pas dans le français demandé, et une malheureuse invitée, qui commit l'anachronisme de dîner dans une cote de peluche. Enfin la couleur locale fut poussée à ce point qu'un fou armé de sa marotte sortit, à un moment, d'un pâté et qu'à la fin, on jeta les assiettes du repas à d'authentiques mendiants de la Charente-Inférieure, que Loti avait costumés en mendiants du XV<sup>e</sup> siècle ». C. et E. de Goncourt, *Journal*, Paris, Robert Laffont, 1989, t. 3, p. 1016-1017, 10 octobre 1894.

<sup>60</sup> « Laissons de côté la difficile question des cuisines populaires, car l'on ne sait jamais si c'est par goût ou par besoin que les pauvres mangent ce qu'ils mangent. Pour démontrer que le goût a varié historiquement, mieux vaut se concentrer sur l'alimentation des riches. De même, ne nous préoccuons pas des cuisines régionales, très difficiles à connaître avant le XIX<sup>e</sup> siècle, et suivons plutôt les avatars de la grande cuisine nationale, une cuisine qui concerne une élite sociale aux limites un peu floues. » J.-L. Flandrin, « Les transformations du goût à travers les âges », *Revue française de diététique*, 1988, n<sup>o</sup> 125, pp. 7-11.

quels ils s'identifiaient. C'était, c'est le cas de le dire, le conflit entre les principes et les recettes ; je me suis trouvé parfois, au comité de rédaction de *Food and Foodways*, dans la position d'un agnostique égaré dans une revue d'histoire ou de sociologie des religions dominée par des bigots, ce qu'à Dieu ne plaise. La revue a pourtant permis de publier de bons articles ; elle a été, au moins indirectement, à l'origine de rencontres fécondes, comme le colloque que j'ai organisé en 1989 avec Maurice Aymard et Françoise Sabban sur les aspects chronologiques de l'alimentation. Nous pensions, à juste titre, que ce thème est de nature « à éclairer l'étude de l'alimentation d'un jour nouveau » ; les pratiques alimentaires sont en effet « de celles qui contribuent le plus à structurer le temps social, et elles sont, en retour, fortement influencées par la place qui leur est faite dans l'emploi du temps et par le rôle qu'elles jouent dans son organisation »<sup>61</sup>. Organisé en commun par la Maison des Sciences de l'Homme et le Secteur des sciences sociales de l'INRA, ce colloque international et interdisciplinaire était aussi pour moi une occasion d'intéresser l'INRA à une définition moins restrictive et moins rurale de la sociologie.

J'ai pu constater, à l'occasion des conférences et des interviews que le côté « grand public » de mon sujet de recherches m'a amené à donner, qu'il n'était pas facile de faire de la vulgarisation sérieuse ; ce qu'on me demandait trop souvent, c'était, sous prétexte d'instruire le public sans l'ennuyer, de l'amuser sans chercher à l'instruire. Les questions qui m'étaient posées dans les fêtes du livre ou de la science auxquelles j'ai participé montraient que l'auditoire est en général beaucoup moins frivole et beaucoup plus exigeant que ne l'imaginent les entrepreneurs de variétés culturelles. C'est à l'occasion d'une de ces fêtes, troublée en ce qui me concerne par un journaliste du CNRS affecté aux sciences humaines, que je pris connaissance à la une du *Herald Tribune* (*Le Monde* allait suivre, longtemps après) de ce qui n'était pas encore « l'affaire Sokal », mais un canular épistémologique particulièrement tonique. Les séminaires que j'ai été invité à faire ne posaient évidemment pas les mêmes problèmes ; du reste, ils portaient le plus souvent sur mes travaux d'épistémologie, notamment sur la sociologie des cultures populaires<sup>62</sup>. J'ai passé ma vie professionnelle dans un institut de recherche où, par une exception française qui semble malheureusement de plus en plus menacée, on est dispensé d'enseigner. J'ai tenu cependant à conserver une activité d'enseignement modérée, compatible avec la réalisation de recherches empiriques (possible à l'INRA, sans doute une des bonnes raisons pour lesquelles j'y suis resté). Les rencontres avec mes anciens élèves me laissent espérer que mon enseignement leur a été utile et plutôt agréable. J'en ai retiré pour ma part les profits psychologiques et intellectuels que l'on peut en attendre, le plaisir de la relation directe avec un auditoire de plus en plus jeune (à mesure que l'on vieillit), la satisfaction de faire admettre et parfois partager le point de vue sociologique, la stimulation procurée par un mélange de réactions imprévues et de questions pertinentes ; je garde un souvenir particulièrement tonique du semestre que j'ai passé à

<sup>61</sup> M. Aymard, C. Grignon, F. Sabban, *Le temps de manger, alimentation, emploi du temps et rythmes sociaux*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme / INRA Editions, 1993, p. 1.

<sup>62</sup> Entre autres à l'Université de New York, à Cornell (Département d'histoire, Western Society), à l'Université Complutense de Madrid, à Princeton.

NYU en 1992. Mon enseignement était le plus souvent un enseignement de recherche ; c'est le cas du séminaire de l'EPHE que nous dispensions en commun, Boltanski et moi, aux étudiants de troisième cycle, des groupes de travail que j'ai dirigés à l'ENSAE et du séminaire que j'ai continué à donner à l'EHESS jusque en 1990. A l'occasion de celui-ci, j'ai pu organiser une confrontation pittoresque mais instructive entre un savant et un artiste spécialistes des cultures populaires, en l'occurrence Marcel Maquet et Georges Rouquier. Comme la vulgarisation, mais d'une manière plus contrôlée, l'enseignement compense les tendances pathologiques que peuvent induire le retranchement des chercheurs, la clôture nécessaire du laboratoire ; on ne peut pourtant combiner l'enseignement et la recherche que si l'on commence par s'aviser que ce sont des activités très différentes, tant par leur finalité que par les dispositions psychologiques qu'elles requièrent.

\*

J'étais à Cornell, en 1988, quand S. Kaplan me transmet l'autobiographie de Richard Hoggart, *A Local Habitation*, qui venait juste de paraître. Je la lus d'un trait : je retrouvais dans les souvenirs d'Hoggart, orphelin et boursier, la trace des expériences psychologiques et sociales que j'avais vécues ; je pense entre autres à la façon dont Hoggart regarde les photographies de sa mère, aux « promenades paisibles » qu'il faisait avec sa grand-mère, à son passage « miraculeux » en première au lycée de Cockburn, ainsi qu'aux jugements qu'il porte sur lui-même<sup>63</sup>. Christiane avait elle aussi des raisons d'aimer ce livre et nous décidâmes de le traduire. Je m'identifiais plus ou moins à Hoggart et c'était sans doute pour moi une manière détournée de faire, par procuration, ma propre autobiographie. Mais nous avions bien d'autres motifs pour entreprendre cette traduction. *A local Habitation* (33 *Newport Street* en v.f.) reprend, cette fois à partir d'une expérience personnelle, la description d'une culture ouvrière urbaine idéal-typique que Hoggart avait entreprise dans *The Uses of Literacy*<sup>64</sup>, une culture qui n'existe plus guère en Grande-Bretagne et moins encore en France, nettement séparée des classes moyennes, locale et pourtant sans « racines » paysannes, rurales ou villageoises. Le charme du livre tient sans doute à ce double dépaysement, dans le temps, et pour le lecteur français dans l'espace, mais aussi, plus profondément, à l'intrication du souvenir et de l'analyse, à la clarification de la relation à la fois intime et distanciée (« Home is where one starts from... »), émotionnelle et sans illusions, qui rattache Hoggart à ses origines. La relation que celui-ci entretient avec sa cul-

<sup>63</sup> « Une sorte de fierté obstinée qui devient vite dogmatique, un mélange de hardiesse, de motivation et de ténacité : 'Tiens bon la rampe, Coco' ; 'Je vais leur montrer' ; 'je ne vous ai rien demandé' ; la riposte prompte de quelqu'un qui a l'épiderme sensible et la tête près du bonnet si on le bouscule brusquement ou malpoliment (un substitut utile au courage moral). (...) A certains égards, je n'aime vraiment pas du tout les Anglais (...) La crainte d'être sans travail et à court d'argent. Je n'aurais pas facilement pu être travailleur indépendant ». R. Hoggart, *33 Newport Street, Autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, op. cit., p. 91.

<sup>64</sup> *The Uses of Literacy: Aspects of Working-class Life, with Special References to Publications and Entertainments*, Londres, Chatto and Windus, 1957. Traduction française : *La Culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970, Présentation de J.-C. Passeron.

ture d'arrivée n'est pas moins ambivalente et pas moins contrôlée. En racontant en détail ses années d'école, son apprentissage du métier d'intellectuel, Hoggart contrarie la croyance aristocratique de base, selon laquelle on est intellectuel par essence et par naissance. Cet autoportrait d'un boursier dessine en creux, et pour une fois par défaut, en négatif, le personnage de l'intellectuel d'élite standard; il aide « à la psychanalyse des censures et des surdéterminations qui pèsent sur l'activité intellectuelle, et par l'intermédiaire desquelles la culture dominante investit la culture savante »<sup>65</sup>. En montrant que l'amour de l'art, de la littérature et de la poésie n'est pas réservé aux héritiers, il fait voir aussi les limites et les partis-pris du fatalisme sociologique.

### CRITIQUE SOCIALE ET EXPERTISE

L'idée d'une association destinée à « construire des liens nouveaux entre recherche en sciences sociales et action militante », et à « développer en pratique une appropriation critique par des militants, sympathisants et ex-militants de syndicats, partis et associations de gauche, d'outils d'analyse forgés par les sciences sociales » me fut proposée en 1986 par Philippe Corcuff, qui suivait alors mon séminaire<sup>66</sup>. Ce programme me convenait et j'acceptais la présidence (que je n'imaginai pas autrement qu'active) de *Critiques Sociales*. Je voulais espérer, malgré le précédent d'*Actes de la Recherche*, que la sociologie pouvait en effet parvenir jusqu'à ceux qui subissent le plus les effets des mécanismes sociaux de domination et leur servir; je pensais, et je pense encore, qu'elle « ne vaudrait pas une heure de peine » si elle était dépourvue d'utilité sociale. Je voyais en outre dans ce projet un moyen de conserver dans la pratique scientifique de la sociologie l'aiguillon de la critique sociale, le sentiment de l'arbitraire, la faculté de s'étonner de ce qui paraît aller de soi; les sommaires de la revue dont l'association devait plus tard se doter témoignent de cette disposition à l'ironie et à l'irrévérence<sup>67</sup>. Ce pouvait être aussi l'occasion de faire de la sociologie d'investigation, d'en finir, s'agissant des cultures populaires, avec les facilités de l'interview ou du reportage à prétention ethnographique, et de réaliser en collaboration avec des associations ou des syndicats des enquêtes, si possible statistiques, ou au moins des monographies sérieuses sur les conditions de vie et de travail.

Nous avons commencé à réaliser ce programme en organisant des rencontres avec des militants ouvriers ou associatifs, notamment à Nantes, à l'initiative de Pierre Cam. Ces confrontations montraient qu'il fallait surtout se garder de confondre et de mélanger la recherche sociologique et l'action politique ou sociale. Comme je l'avais rappelé auparavant dans une tribune politique, les militants ne peuvent espérer trouver une arme efficace dans la sociologie qu'à condition de respecter son indépendance; ils peuvent lui poser, mais non lui dicter des

<sup>65</sup> C. Grignon, Présentation de *33 Newport Street*, op. cit.

<sup>66</sup> Manifeste de *Critiques Sociales*, janvier 1987.

<sup>67</sup> Soit par exemple, pour le premier numéro, « automobiles »: « au garage: l'envers du décor – qualité: il y a mieux mais c'est moins cher » – « O.S. chez Peugeot: zéro défaut et usure au travail ».

questions, encore moins une ligne<sup>68</sup>. Pour que la sociologie engagée puisse servir les causes qu'elle entend défendre, il faut qu'elle se retienne de son côté de sympathiser et de se confondre avec elles; là dessus aussi, il fallait s'en tenir fermement aux principes weberiens (la distinction du savant et du politique) ou durkheimiens<sup>69</sup>. Nous aurions dû plus que jamais, plus qu'ailleurs, distinguer entre la critique sociale, qui «critique l'ordre établi au nom d'un ordre idéal, plus juste, plus rationnel» et la critique sociologique, qui «se retient au contraire de dévaloriser ce qu'elle relativise»<sup>70</sup>. Le sentiment de l'arbitraire et de l'injustice de l'ordre établi était, comme je l'ai dit, la source essentielle de notre inspiration; raison de plus pour veiller tout particulièrement à ce que nos analyses ne soient pas pénétrées par les affects qu'elles ne pouvaient manquer de susciter ou de réveiller. Malheureusement ces exigences élémentaires allaient à l'encontre du sentiment spontané des rapports entre sociologie et politique. *Critiques Sociales* devait en principe «rester à la marge du champ politique et syndical»; mais tout poussait ses adhérents à se vouloir et à se sentir à la fois et en même temps sociologues et militants, sans s'interroger sur les conséquences de cette confusion pour leur sociologie et pour leur militantisme.

Ainsi *Critiques Sociales* a manqué l'occasion de rompre le pacte implicite qui conduit la sociologie engagée à s'identifier abusivement aux causes qu'elle prétend soutenir. Parmi les causes qu'ils sont à même d'épouser, les sociologues ont tendance à choisir les mieux dotées et les plus porteuses, les plus capables d'élargir leur réputation, d'assurer le rayonnement et l'influence de leur sociologie; également les plus approuvées, les plus sacralisées, les moins attaquables, et donc celles qui offrent la meilleure protection et le plus grand pouvoir d'intimidation à l'encontre des sociologues et des intellectuels concurrents. Les profits que ce genre d'engagement rapporte aux sociologues se font au détriment de la cause, ou plutôt de ceux que cette cause est censée représenter, privés de l'aide efficace qu'aurait pu leur fournir une sociologie indépendante et désintéressée. Ils se font aussi aux dépens de la sociologie, qui se retrouve une fois de plus ramenée en arrière, livrée aux passions et aux sentiments «qui ont pour objets les choses sociales»<sup>71</sup>. Faute d'être l'instrument d'une rupture complète avec la définition communément admise de la sociologie engagée, *Critiques Sociales* devait se retrouver au même niveau que les sociologies engagées traditionnelles, entraînée

<sup>68</sup> C. Grignon, «Le parti de la sociologie», *Enjeu*, n° 24, juillet 1985.

<sup>69</sup> «La sociologie (...) ne sera ni individualiste, ni communiste, ni socialiste, au sens qu'on donne vulgairement à ces mots»; son rôle consiste au contraire «à nous affranchir de tous les partis, non pas tant en opposant une doctrine aux doctrines, qu'en faisant contracter aux esprits, en face de ces questions, une attitude spéciale que la science peut seule donner par le contact direct avec les choses». E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1960 [1894], pp.140, 141.

<sup>70</sup> C. Grignon, «L'enquête sociologique, la critique sociale et l'expertise politique», art. cit.

<sup>71</sup> «Bien loin qu'ils [ces sentiments] nous apportent des clartés supérieures aux clartés rationnelles, ils sont faits exclusivement d'états forts, il est vrai, mais troubles. Leur accorder une pareille prépondérance, c'est donner aux facultés inférieures de l'intelligence la suprématie sur les plus élevées, c'est se condamner à une logomachie plus ou moins oratoire. Une science ainsi faite ne peut satisfaire que les esprits qui aiment mieux penser avec leur sensibilité qu'avec leur entendement, qui préfèrent les synthèses immédiates et confuses de la sensation aux analyses patientes et minutieuses de la raison». E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, op. cit., p. 33, 34.

dans une concurrence qu'il n'y avait pas lieu de soutenir, en eussions nous eu les moyens (notamment après le virage populiste de Bourdieu et de son entourage). Je dus me rendre à l'évidence; les derniers numéros de la revue n'avaient plus l'allant ni la verve des premiers. Les articles qui nous parvenaient, notamment par l'intermédiaire de Bernard Lacroix, étaient vraiment des fonds de tiroir; le pire était que leurs auteurs, ou les représentants de ceux-ci au comité de rédaction n'acceptaient aucune critique. Surtout, nous n'avions pas réussi à lancer des enquêtes; cet échec enlevait à l'association sa principale raison d'être. Tout ceci était prévisible; comme le figurait la vignette dessinée par Martine Boyé, *Critiques Sociales* n'a jamais cessé de ramer entre les écueils, contre le vent et à contre-courant. Je fis une dernière tentative pour relancer le programme d'enquêtes, et une dernière expérience, pour tester le degré auquel notre projet était, à la manière d'un programme scientifique, une entreprise collective, indépendante des personnes. Je transmis la direction de la revue à Bernard Lahire; sa publication s'interrompt après un numéro.

\*

Ma nomination au Comité scientifique de l'Observatoire de la Vie Etudiante me permit de renouer avec la sociologie de l'éducation. On n'imagine pas un observatoire astronomique dépourvu de télescope; l'équivalent pour nous était un dispositif permanent d'enquête, capable de donner une description aussi large et aussi détaillée que possible des différents aspects de la vie étudiante. La notion même de « vie étudiante » suppose une relation forte entre les études et les conditions de vie, à commencer par les conditions de vie matérielles, plus ou moins favorables à la réussite; on peut également supposer que les genres de vie des étudiants varient en fonction des besoins et des exigences des études. Cette relation essentielle était pourtant peu étudiée, sans doute parce que la définition implicite de l'activité intellectuelle comme « pensée pure » sur laquelle la hiérarchie des prestiges académiques et l'organisation de l'enseignement supérieur continuent de reposer dissuade de s'intéresser à la « matérialité » des étudiants, à leurs besoins physiques, à leur vie en dehors de l'enseignement proprement dit; elle était négligée par la sociologie de l'éducation, et même par « l'école de la reproduction » qui s'était arrêtée au rapport pédagogique, sans se hasarder à sortir de l'amphithéâtre ou de la salle de cours. Nous constatons à chaque réunion combien les informations que cette enquête générale auraient permis de réunir nous manquaient; sa réalisation fut l'élément principal du programme que je proposai à mes collègues quand on me demanda de présider le Comité scientifique de l'OVE en 1992. L'entreprise pouvait paraître risquée, disproportionnée par rapport aux moyens dont nous disposions. Elle a réussi grâce à l'esprit d'équipe qui nous animait, au travail collectif du Comité qui a fonctionné comme un véritable laboratoire de recherches, au dévouement de chacun, à la collaboration entre économistes, sociologues et statisticiens, entre chercheurs et professeurs directement confrontés aux réalités de l'enseignement. Nous avons, entre autres tâches, à concevoir et à mettre au point le questionnaire d'enquête. Aucun questionnaire n'est purement descriptif; mais nous attendions de l'enquête qu'elle nous donne une information aussi objective que possible, et surtout qu'elle nous apprenne des choses que nous ignorions, auxquelles nous n'aurions pas pensé, qu'elle fasse

justice des préjugés et des idées reçues que nous partagions sans nous en douter. Il fallait évidemment que notre questionnaire soit exempt des présupposés interprétatifs sur lesquels reposent les questionnaires destinés à confirmer la doctrine propre à une école; parmi les nombreuses questions qui nous venaient à l'esprit, nous avons donné la préférence aux plus réalistes, à celles qui nous semblaient les plus capables de « dire quelque chose » aux étudiants, de correspondre à leur expérience et à leurs attentes. On nous avait prédit un taux de réponse misérable, au mieux 10%; bien qu'elle coïncidât malencontreusement avec l'enquête « Balladur » sur la jeunesse, et bien que le questionnaire soit long à remplir, notre première enquête, en 1994, obtint 33 % de réponses utilisables, soit plus de 28000 questionnaires. C'était à peine moins bien que nos collègues allemands (combien enviables, car ils faisaient, eux, une enquête du même genre depuis 1953) et nettement mieux que nos partenaires italiens. Le premier résultat de l'enquête était donc sa bonne réception par les étudiants: le sérieux appelle le sérieux.

Nous attendions de l'enquête qu'elle éclaire les débats dont les étudiants sont l'enjeu et qu'elle en élève le niveau en bannissant les controverses et les arguments qui se développent à la faveur de l'ignorance. Je tenais beaucoup à ce que ses résultats soient rapidement disponibles et facilement accessibles; d'où une série de publications, dans des *Cahiers de l'OVE* à La documentation française pour l'enquête de 1994, dans deux ouvrages parus aux PUF pour celle de 1997<sup>72</sup>. C'était notre manière d'agir, d'intervenir en matière de politique, la seule qui nous parût licite. Conformément à la mission d'observation qui nous avait été donnée, nous entendions nous en tenir au constat, au diagnostic, si possible au pronostic, mais en restant en deçà de la prescription. La réussite de notre programme reposait, là encore, sur une séparation rigoureuse du savant et du politique, sur une division sans ambiguïté et sans bavures de leurs tâches, de leurs fonctions et de leurs responsabilités respectives. Les membres du Comité m'ont aidé à appliquer ces principes. J'ai pu compter aussi sur la fermeté de Louis Gruel, chargé de mission à l'OVE, et sur la clairvoyance de Christophe Borgel, qui a présidé jusque en 2001 le Conseil de l'Observatoire. Nous avons évité ainsi que la dualité du Conseil, politique, et du Comité, scientifique, tourne comme on aurait pu s'y attendre à l'affrontement et fait en sorte qu'elle soit au contraire le support institutionnel d'une collaboration fondée sur un respect mutuel. J'ai eu plus de mal à faire passer les résultats de notre enquête auprès de certains représentants des syndicats étudiants. J'avais le projet de réaliser en collaboration avec ceux-ci une enquête sur les ressources et les dépenses, sur le modèle de l'enquête par carnet de comptes faite par les syndicats allemands dont s'est servi Halbwachs; cela n'a malheureusement pas été possible et nous avons dû sous-traiter ce travail à une société d'études privée. J'ai parfois eu l'impression, dans les émissions de radio ou de télévision qui ont suivi la publication d'un rapport que m'avait demandé Claude Allègre et que j'ai remis à Jack Lang, que je me trouvais une fois encore à fronts renversés, en train de défendre des possibilités de réforme raisonnable, allant dans le sens d'une réduction des inégalités sociales devant l'École, fondées sur une expertise sociologique indépendante, contre une tradition révolutionnaire conservatrice et corporatiste, visant, avec la caution de la sociologie critique et au

<sup>72</sup> C. Grignon, L. Gruel, *La vie étudiante*, Paris, PUF, 1999; C. Grignon (dir), *Les conditions de vie des étudiants, enquête OVE*, Paris, PUF, 2000.

nom de la défense des étudiants pauvres à faire bénéficier les «héritiers» d'un salaire, ou plutôt d'une rente; exactement de la même manière que la défense des petits paysans par le syndicalisme agricole a permis de subventionner les gros céréaliers.

Pour que nos observations soient utiles, pour qu'elles intéressent l'ensemble des responsables et des usagers de l'enseignement supérieur, il fallait veiller à ce que leur présentation conserve elle aussi un caractère descriptif. Dans la publication des résultats de nos enquêtes, nous nous sommes astreints à nous tenir au plus près des faits; nous sommes restés très en deçà de ce à quoi les données dont nous disposions pouvaient nous faire penser et de ce que nous aurions pu en dire. Bref nous nous sommes retenus d'interpréter, quitte à encourir les sanctions qui frappent les manquements aux conventions implicites de la culture lettrée et à paraître plats, insipides et ennuyeux, bref prosaïques. Mais nous n'entendions nullement nous en tenir aux «faits bruts»; nous voulions que des idées plus justes se dégagent progressivement de nos observations, et remplacent les présupposés qui donnent à bon compte l'illusion d'élargir et d'élever le débat. Nous n'avions pas besoin de donner un tour polémique à la présentation de nos résultats; la lecture des tableaux suffit pour démentir l'existence de certains «faits» ad hoc, trop vite considérés comme établis par les «théories» sociologiques qui les invoquent; ainsi, par exemple, au niveau de l'enseignement supérieur, le «capital culturel» des parents (c'est-à-dire leur niveau de diplôme) n'exerce pas d'effet propre sur la réussite, qui dépend, en revanche, de leur revenu. Toute recherche sur l'enseignement supérieur côtoie des questions générales, comme par exemple les rapports entre la science, la technique, la morale et la culture, la transmission des idées et la formation des compétences, ou encore le rôle et la place des intellectuels. Si l'on part des résultats obtenus par les enquêtes, on peut leur substituer des idées et des questions plus sociologiques, comme les relations entre culture dominante, culture légitime et culture savante, ou entre culture désintéressée et culture technique; mieux, on peut montrer en quoi consistent ces catégories et ces relations, c'est-à-dire à quelles variations elles correspondent dans les pratiques et dans les propriétés sociales des différents groupes. Les enquêtes de l'OVE opèrent ce renversement proprement sociologique quand elles montrent, par exemple, que la culture générale, sous l'espèce de la culture littéraire, est un aspect du mode de vie «professionnel» propre aux étudiants en lettres, et plus encore aux élèves des classes de préparation littéraires<sup>73</sup>. En montrant que les études les plus élitistes dans leur recrutement et dans leurs débouchés sont aussi celles qui s'accommodent le moins d'une organisation ordinaire de la vie, elles suggèrent qu'il ne suf-

<sup>73</sup> «Les études ne favorisent les pratiques culturelles légitimes que lorsqu'elles sont en rapport direct et étroit avec elles. Ainsi les étudiants des classes de préparation scientifiques ont encore moins de chances que les étudiants des UFR de sciences d'aller au théâtre ou au musée (...) Inversement (...) les élèves des classes de préparation littéraires ont encore plus de chances que les étudiants en lettres d'aller au concert classique, au musée ou au théâtre. Les loisirs culturels des étudiants en lettres et en droit sont donc avant tout des loisirs studieux; en affinité avec leurs études et guidé par elles, leur goût pour la culture lettrée, artistique ou politique, n'est pas plus désintéressé que l'importance que les étudiants des UFR de sciences ou des classes de préparation scientifiques accordent à la culture spécialisée transmise par leurs disciplines». C. Grignon, L. Gruel, *La vie étudiante*, op. cit., p. 169.

fit pas, pour compenser les inégalités d'accès aux niveaux supérieurs de l'enseignement supérieur, de permettre aux successeurs des étudiants pauvres dont parlait Durkheim d'accéder à une version sub-standard du mode de vie domestique courant, et qu'il est sans doute préférable de les faire accéder au luxe de la vie studieuse, en développant les cités, les restaurants et les bibliothèques universitaires. De même, décrire les pratiques culturelles des étudiants, leurs conditions de logement, la concurrence entre les activités rémunérées et les études, etc., permet de « sociologiser » la question récurrente des rapports entre « les étudiants et la cité » ou entre « l'école et la vie », et de revenir ainsi sur le problème de la clôture de la cité savante, du caractère retranché et « régulier » de la recherche.

### LE MODÈLE ET LE RÉCIT

On peut trouver étonnant que l'INRA ait attendu 1990 pour se doter d'un laboratoire spécialisé dans l'étude de la consommation alimentaire. Il devenait en effet de plus en plus évident, quand on voyait les choses de l'extérieur, qu'en matière de sciences sociales l'INRA ne pouvait plus se limiter à l'étude exclusive de l'agriculture et des ruraux ; il fallait aussi rapprocher l'organisation de l'INRA de celle des autres EPST<sup>74</sup>, abandonner la division indigène en « stations » pour créer des laboratoires ou des unités de recherche. Mais c'était aller à l'encontre d'une tradition agronomique fortement politisée, comme tout ce qui touche, en France, à la paysannerie et contre les intérêts d'une majorité de chercheurs, venus à l'INRA parce que leur formation, leur trajectoire scolaire et parfois leur origine sociale les avaient conduits à s'intéresser au milieu agricole et à ses problèmes (la plupart des économistes, et même quelques sociologues étaient issus de l'Agro ou d'une école d'agronomie). Les conservateurs pouvaient compter sur des appuis politiques, notamment à gauche ; leurs leaders naviguaient entre la recherche, l'administration et la politique, entre l'INRA, les ministères (de l'agriculture ou de la recherche), Sciences Po et les cabinets ministériels. Je suppose que c'est à la faveur d'une « fenêtre » politique favorable (l'épisode rocardien) que Jean Cranney, alors directeur du secteur des sciences sociales, parvint à créer à Ivry un nouvel établissement où devaient co-exister le passé et l'avenir, des unités issues des stations dissoutes (Massy et Paris, fief des agronomes conservateurs) et deux laboratoires, dont celui sur la consommation dont on me proposa la direction. Si je l'ai acceptée, c'est pour une part parce que je n'avais rien à y gagner en matière de carrière (j'avais déjà été nommé DR1) et donc rien à perdre à défendre le projet scientifique et l'indépendance du laboratoire par rapport à la prétendue « demande sociale ». C'est aussi parce que j'avais affaire, à l'époque, à une hiérarchie suffisamment consciente des intérêts réels de l'institution pour ne pas réduire le directeur de labo à un rôle d'intermédiaire, à qui l'on demande avant tout de faire accepter par « ses » chercheurs des directives et des orientations, bref de transmettre des ordres.

Le laboratoire de recherche sur la consommation regroupait des économistes, des historiens et des sociologues, une pluridisciplinarité forcément probléma-

<sup>74</sup> Etablissement Public à caractère Scientifique et Technique.

tique, mais qui correspondait bien à son objet : s'agissant des pratiques alimentaires, l'explication du comportement le plus simple devrait faire appel à la fois aux sciences de la nature et à la batterie complète des sciences de l'homme. J'y retrouvai des collègues avec qui j'étais depuis longtemps en relation, comme Pierre Saunier (sur lequel je comptais pour me succéder rapidement à la direction du labo, c'était mal le connaître) et d'anciens élèves, comme Arouna Ouedraogo, Florence Weber, ou Jean-Marc Robin. On ne pouvait donner une orientation et une impulsion nouvelles aux recherches en sciences sociales que si l'on rajeunissait et ouvrait le recrutement ; nous parvînmes à attirer à Ivry des étudiants d'université, des élèves de l'EHESS ou de l'ENSAE, comme Patrice Bertail, qui en d'autres temps ne seraient jamais venus à l'INRA. Maintenant que cette conjoncture favorable a disparu, que l'enthousiasme qu'elle avait suscité est retombé, et que la plupart de ces jeunes chercheurs ont quitté l'INRA, notre programme risque de paraître très ambitieux ; il reposait pourtant sur des principes simples et sur des exigences élémentaires. Le laboratoire était spécialisé dans un domaine qui occupe une position inférieure dans la hiérarchie des prestiges culturels ; cela suffisait pour écarter ceux qui, par une confusion qui ne viendrait plus à l'esprit d'un peintre ou d'un écrivain, croient encore qu'on ne peut faire de la bonne sociologie qu'avec de grands sujets. Mais les relations que l'alimentation entretient avec d'autres objets sont réversibles ; c'est en partant des pratiques et des habitudes alimentaires pour analyser d'autres aspects des modes de vie et des comportements économiques qu'on parvient le mieux à les expliquer. Il fallait donc replacer l'étude spécialisée qui était à l'origine du laboratoire dans l'étude d'ensemble de la consommation et dans le cadre plus général de la sociologie des goûts et de la culture. De même il fallait associer et combiner le plus étroitement possible le travail empirique et la réflexion théorique. Les tâches d'enquête occupaient une place importante dans l'activité du laboratoire ; sa création avait permis, en particulier, de développer la collaboration avec l'INSEE que j'avais amorcée, et de contribuer au maintien, si possible à l'amélioration des sources statistiques dont nous dépendions. Mais il fallait veiller à ce que la vie intellectuelle du laboratoire ne se réduise pas à une vie quotidienne que les difficultés rencontrées dans l'exploitation des données suffisaient à remplir ; nous étions sans doute menacés davantage par une application mécanique, routinisée et aveugle des outils statistiques et des procédés de la modélisation que par une dérive dissertative ou narrative (même si l'on pouvait déplorer, sur le flanc ethnographique de la sociologie, une certaine complaisance pour « l'écriture »). Je me suis donc employé à introduire dans le laboratoire le goût pour la vigilance épistémologique, à faire en sorte qu'on y contracte l'habitude de s'interroger sur la signification et sur les conséquences des mots, des notions ou des méthodes dont l'usage paraît aller de soi<sup>75</sup> ; c'était une des fonctions principales du séminaire interne du laboratoire dont je finis par faire reconnaître la nécessité à mes collègues. Pour replacer nos travaux spécialisés dans un cadre plus large, et pour échapper à l'isolement dû à la position marginale et dominée de l'INRA dans les sciences sociales, il fallait aussi collaborer avec des institutions extérieures. Le laboratoire a été associé au séminaire « Budget des ménages et rations d'institutions » que j'ai organisé avec Daniel

<sup>75</sup> Voir la plaquette du laboratoire, *Travaux et activités, 1990-1995*.

Roche et G. Postel-Vinay à l'Institut d'histoire du monde contemporain; l'idée m'en était venue à la suite de la recherche que Jean-Marc Robin, économètre, et Jean-Michel Chevet, historien, avaient entreprise en commun sur les rations alimentaires des « Demoiselles de Saint-Cyr ». Les malentendus que la confrontation des économètres et des sociologues au séminaire interne n'avait pas manqué de susciter demandaient à être analysés et éclaircis; ce fut l'objectif d'un séminaire, « le Modèle et le Récit », commun au laboratoire et à la Maison des sciences de l'Homme.

Un laboratoire qui « cadrait » aussi bien avec les « missions » de l'INRA aurait dû y trouver naturellement sa place; mais, en dépit de sa réussite (sanctionnée officiellement par des évaluations très positives), peut-être même à cause d'elle, il n'a cessé d'y être l'objet d'une intolérance incompréhensible pour qui aurait la naïveté de prêter à une bureaucratie, fût-elle de recherche, une rationalité conforme à l'axiomatique benthamienne. Comme tous les groupements humains, un labo suscite des étrangers et donc des ennemis potentiels par sa fermeture et son existence mêmes; ces affrontements primitifs n'existent pas seulement à l'INRA, où ils prennent plutôt la forme, ruralité oblige, d'un campanilisme de énième division, Toulouse contre Rennes, Grenoble contre Dijon, Montpellier contre Paris, etc. La sociologie, l'histoire, l'ethnologie ou la macroéconomie traditionnelle semblent en revanche y attirer plus qu'ailleurs les amateurs sans formation sérieuse, qui pensent, bien à tort, qu'elles sont plus faciles que l'économie mathématisée, ou même que l'agronomie; rappeler que ces sciences ne s'accommodent pas plus que les autres de la facilité et que c'est au fond leur difficulté qui fait leur charme, c'est imposer à ces déclassés un niveau d'exigences qu'ils ne sont pas en état de soutenir et leur infliger du même coup, sans le vouloir, une honte dont ils ne peuvent se débarrasser qu'en rejetant en bloc les idées, les valeurs, les groupes et les personnes qui la leur causent. Ces blessures d'amour-propre expliquent sans doute pour une part la violence des attaques dont le laboratoire a été l'objet; comme le montrent les réactions à un article où je m'interrogeais sur la pertinence des divisions et des spécialisations que la sociologie se voit imposer de l'extérieur, pour les besoins de l'action, nos adversaires avaient tout intérêt à esquiver le débat scientifique, et à placer la querelle qu'ils nous cherchaient sur le terrain politique où ils étaient beaucoup mieux placés<sup>76</sup>. Les agronomes qui avaient fait l'effort de se former pour de bon à l'économie et qui avaient introduit la programmation linéaire et l'économétrie à l'INRA, comme Claude Reboul ou Jean-Marc Boussard, ont été eux aussi la cible de ceux qui préféraient suivre les modes politico-intellectuelles à mesure qu'elles les attei-

<sup>76</sup> C. Grignon, F. Weber, « Sociologie et ruralisme, ou les séquelles d'une mauvaise rencontre », *Cahiers d'Economie et de Sociologie rurales*, n° 29, 1993, p. 59-74. Cet examen des fondements épistémologiques d'une discipline établie fit scandale; nous avons pourtant veillé à distinguer soigneusement les idées (ou l'absence d'idées) des personnes. Au lieu de critiquer nos critiques et de nous répondre par une polémique scientifique, les chefs de file de la sociologie rurale en appelèrent au bras séculier, en se plaignant, par écrit, auprès de nos supérieurs hiérarchiques, et en demandant, du reste sans succès, des excuses et des sanctions. Ce qui les indignait le plus, ce qui leur paraissait par dessus tout inacceptable, c'est que cet article ait été publié « sous le label de l'INRA », dans une revue « officielle »; j'en avais dit presque autant dans l'avant-propos du *Savant et le populaire*, mais sans doute ne l'avaient-ils pas lu.

gnaient, et qu'on a vu par la suite se convertir à l'écologie ou passer directement d'Althusser et de Trotski à G. S. Becker.

\*

L'idée de ce qui allait devenir le séminaire *le Modèle et le Récit* prit corps dans une discussion que j'eus avec Pierre-André Chiappori à l'issue de l'habilitation de Jean-Marc Robin, qui m'avait demandé de présider son jury composé d'économistes. J'avais déjà eu plus d'une occasion de remarquer, lors du séminaire interne du laboratoire, que les exposés où la formalisation mathématique était la plus poussée ne pouvaient se passer de la langue dite naturelle dans la formulation de leurs hypothèses de départ ou dans leurs conclusions, c'est-à-dire à chacun de leurs contacts avec la réalité. Ce bilinguisme spontané paraissait aller de soi ; il me semblait au contraire que les rapports entre ces deux modes de pensées et d'expression devaient être éclaircis et si possible formalisés. Il fallait donc commencer par formuler les questions que cette confrontation posait, ou aurait dû poser, en s'inspirant, là encore, des principes énoncés par G. Bachelard : remonter des techniques aux principes, mettre au jour les relations que des choix de méthode ou de langage dont la neutralité n'est qu'apparente entretiennent avec des partis épistémologiques généraux et fondamentaux, faire l'inventaire des théories sous-jacentes auxquelles se rattachent les opérations caractéristiques des deux styles de recherche. On pourrait ainsi revenir, mais par des voies toute différentes, à des questions classiques de philosophie des sciences ou de la connaissance<sup>77</sup>.

Cette réflexion ne pouvait être que collective ; la formule du séminaire, qui permettait des échanges directs et suivis me paraissait la plus appropriée. Le séminaire se tint à la Maison des Sciences de l'Homme ; nous avons envisagé, Maurice Aymard et moi, qu'il ait lieu parfois à Ivry, mais la réalité nous montra que la MSH, neutre et centrale, était son lieu naturel. Je pouvais compter aussi, grâce à Jacques Revel, sur le voisinage de l'EHESS ; nous mîmes en place un comité d'organisation chargé de faire périodiquement le point et de décider de la suite à donner au séminaire<sup>78</sup>. *Verba volant* : nous avons besoin d'une méthode capable de capitaliser les acquis de la discussion et de la faire progresser en dépit du caractère récurrent des questions que nous abordions. La première année du séminaire (1995-1996) fut consacrée à une série d'exposés suivis de discussions qui présentaient les points de vue respectifs des différentes disciplines en présence. Ces séances du séminaire furent transcrites et ces transcriptions, revues par les auteurs des exposés et les participants aux discussions, publiées dans une série spéciale de Documents de travail éditée conjointement par le laboratoire et par la MSH. Nous disposons donc d'un ensemble de textes que le comité d'organisation du sémi-

<sup>77</sup> Comme les rapports entre sciences formelles, sciences expérimentales et sciences d'observation, l'unité de la science et les épistémologies régionales, les conceptions déterministe ou probabiliste de la causalité, les relations entre lois universelles et régularités locales, la falsification et l'administration de la preuve, l'induction et la généralisation, la réduction du complexe au simple, l'alternative du formalisme vide de contenu de la logique pure et de l'enfermement dans le concret singulier d'un contexte, etc.

<sup>78</sup> Composé de Maurice Aymard, Pierre-André Chiappori, Jean-Claude Gardin, Jean-Yves Grenier, Claude Grignon, Pierre-Michel Menger, Jean-Claude Perrot, Jean-Marc Robin, Jacques Revel.

naire décida, à l'issue de cette première année, de soumettre à des lecteurs qui viendraient à leur tour présenter leurs critiques au séminaire. L'année suivante fut donc consacrée pour une bonne part à ces lectures critiques, faites successivement par Claude Imbert, Jean-Claude Passeron, Jean-Claude Gardin, Gérard Lenclud et Giorgio Israel. Cet ensemble de travaux et de questions nous sembla suffisamment cohérent pour que l'on songe à en tirer un bilan. Nous avons donc demandé aux auteurs d'exposés et de lectures critiques de reprendre leurs contributions à la lumière des interventions et des discussions qui avaient suivi celles-ci (travail rendu possible par les transcriptions). Ce sont ces versions « du troisième niveau » qui ont été publiées dans *Le Modèle et le Récit*<sup>79</sup>.

\*

Comme on vient de le voir, j'ai fait plus d'une fois l'expérience des obstacles qui s'opposent à la constitution d'une sociologie scientifique et qui ne semblent malheureusement pas près d'être surmontés. Le summum de la gloire pour un sociologue est encore de passer pour un philosophe. On a vu récemment des sociologues s'étonner dans les médias de la soutenance en sociologie d'une thèse d'astrologue, sans s'apercevoir qu'ils étalaient ainsi leur propre incapacité à prévoir l'avenir; se placer sur ce terrain, c'est perdre d'avance une cause dont il n'y aurait pas lieu de prendre la défense si l'on avait veillé en temps utile à faire passer les intérêts de la sociologie avant ceux des sociologues dans les organes internes (commissions, comités de rédaction, jurys de thèse, etc.) où se joue l'avenir de la discipline. Il faut pourtant se garder des illusions d'optique que produit la course à la visibilité: je veux croire que la plupart de mes collègues, mieux et plus inspirés que les vanités qui se bousculent sur la scène médiatique, font leur métier de « travailleur de la preuve » avec toute l'honnêteté et tout le sérieux que celui-ci exige. Le retournement du CSE a transformé le projet scientifique dont il se réclamait en une utopie dont l'échec, comme il est de règle, a entraîné un retour en arrière, une involution; le trait majeur de celle-ci est sans doute la conversion du relativisme culturel dont la sociologie critique est animée en un relativisme cognitif radical. Le développement scientifique de la sociologie serait particulièrement compromis s'il ne trouvait pour le soutenir contre cette réaction qu'une pseudo théorie qui se drape dans une identification de façade aux sciences dures en se rangeant au besoin (par philosophe interposé) du côté de la dénonciation des impostures intellectuelles.

Ma vie professionnelle m'a donc fait perdre une bonne partie de mes illusions; mais elle ne m'a pas fait renoncer à la conception de la sociologie que j'ai essayé de mettre en pratique. Et c'est autant par calcul que par principe: c'est seulement en effet dans la mesure où elle élève et enrichit la vie intellectuelle en la disciplinant et en détruisant « les intérêts immédiats, tant ceux qui viennent – si insidieux! – du sujet que ceux qui viennent – si invitants! – de l'objet même », et où elle favorise ainsi la « conversion rationaliste »<sup>80</sup> que la sociologie vaut qu'on y

<sup>79</sup> J.-Y. Grenier, C. Grignon, P.-M. Menger (dir.), *Le modèle et le récit*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2000.

<sup>80</sup> G. Bachelard, *Le rationalisme appliqué*, Paris, PUF, 1986, [1949], p. 127.

consacre son temps et sa peine. Faute de quoi, il est certainement préférable de faire de la philosophie sérieuse (et non la « philosophie paresseuse » dont parle Mauss<sup>81</sup>), de la vraie littérature (et non du mauvais journalisme) ou une science « dure » (je regretterais plus encore ma vocation empêchée de biologiste). Enfin, et c'est sans doute le plus important, il faut aussi que notre discipline s'oblige à devenir une science si l'on veut qu'elle débouche un jour sur une sociologie préventive capable d'éclairer le combat politique et, qui sait, de tempérer la violence primitive de notre histoire.

*Observatoire national de la Vie Etudiante  
Maison des Sciences de l'Homme, Paris.*

---

<sup>81</sup> M. Mauss, *Œuvres*, t. III, op. cit., p. 292.